

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## **Eco**

Lundi 11 mai 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°899 ■

**ALGÉRIE-FRANCE**  
**Les entretiens avec le Président Tebboune ont été «constructifs»**

P 16

22,5 MILLIONS DE CARTES EN CIRCULATION,  
1,24 MILLION DE TRANSACTIONS SUR TPE...

## **Le e-paiement poursuit sa progression**

*La monétique en Algérie continue d'enregistrer une croissance soutenue, portée par l'augmentation du nombre de cartes bancaires en circulation, l'extension du réseau des terminaux de paiement électronique (TPE) et l'essor des paiements en ligne. Les derniers chiffres, arrêtés à fin mars 2026, publiés par le GIE Monétique font foi.* P 3



120 ENTREPRISES AMÉRICAINES OPÈRENT EN ALGÉRIE

**Washington veut élargir son partenariat avec Alger**

Les États-Unis ont réaffirmé leur volonté de consolider leur partenariat stratégique avec l'Algérie, aussi bien sur le plan économique que sécuritaire, à la faveur d'une série de rencontres de haut niveau ayant marqué une nouvelle dynamique dans les relations bilatérales entre les deux pays.

P 2

SIGNATURE DE 52 ACCORDS AVEC DES SOCIÉTÉS MAURITANIENNES

**Les entreprises algériennes cartonnent à Nouakchott**

La 8e édition de la Foire des produits et services algériens à Nouakchott confirme la montée en puissance de la présence économique algérienne sur les marchés africains, avec la signature de 52 accords et mémorandums d'entente entre opérateurs algériens et mauritaniens depuis l'ouverture de l'événement, le 5 mai dernier.

P 3

FORUM AFRICAIN DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE À ALGER

**Plaidoyer pour une intégration économique continentale renforcée**

À l'occasion du Forum africain de l'investissement et du commerce organisé à Alger, le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Guessoum Souhil, a mis en avant les importantes opportunités qu'offre le marché africain à l'Algérie.

P 5

PROGRAMME DE MAINTENANCE DES AUTOROUTES

**Le ministre des Travaux publics fait le point** P 2

AUTOMOBILE

**Naftal lance une plateforme numérique pour l'acquisition de pneumatiques** P 2

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

**Pékin réaffirme sa volonté d'accompagner l'Algérie** P 5

**AUTOMOBILE**  
**Naftal lance une plateforme numérique pour l'acquisition de pneumatiques**

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a annoncé, hier dans un communiqué, le lancement officiel d'une nouvelle plateforme numérique dédiée à l'enregistrement des demandes d'acquisition de pneumatiques de marque "Continental" destinés aux véhicules légers. Cette plateforme, accessible via le lien <https://e-mahata.naftal.dz>, vise à permettre aux clients d'enregistrer leurs demandes d'acquisition de pneumatiques exclusivement au niveau des centres de pneumatiques relevant de la société et de consulter les prix, tout en maintenant l'opération de vente au niveau des stations-service Naftal à gestion directe, précise le communiqué. Dans ce cadre, la société a mis en place un ensemble de mesures pour organiser l'opération : le client devra présenter le reçu de disponibilité de la commande et la carte grise lors de son déplacement au centre de retrait indiqué, et procéder au règlement exclusivement par carte CIB ou Edahabia. Si le client ne récupère pas sa commande au niveau du centre désigné dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de l'avis de réception, celle-ci est automatiquement annulée, précise la société. Cette mesure s'inscrit "dans le cadre de l'engagement de Naftal à renforcer la transparence, à offrir des services modernes et à garantir la distribution des pneumatiques dans les meilleures conditions et de manière organisée et sécurisée", conclut le communiqué.

**POUR RÉCOMPENSER SES MEILLEURS CONDUCTEURS inDrive lance un concours moto en Algérie**

InDrive, l'application de mobilité leader dans la région MENA, annonce le lancement d'un nouveau concours basé sur la performance, destiné à ses conducteurs de moto en Algérie, principalement à Alger et Oran. Cette initiative vise à récompenser les profils les plus performants à travers des prix attractifs. Organisé du 4 mai au 28 juin, ce concours a pour objectif de valoriser et d'encourager les conducteurs qui offrent un service de qualité tout en maintenant une activité soutenue sur la plateforme. Au total, 65 gagnants seront sélectionnés à Alger et Oran sur la base d'indicateurs clés de performance, notamment le nombre de trajets réalisés et les évaluations des passagers. En associant performance et qualité de service, inDrive réaffirme son engagement en faveur de l'équité et de la transparence. Dans ce cadre, les conducteurs auront la possibilité de remporter des récompenses utiles à leur activité quotidienne, notamment des casques, vestes, gants, bouteilles d'eau et supports de téléphone brandés inDrive. Ces équipements contribueront à réduire leurs coûts opérationnels tout en améliorant leurs conditions de travail.

R. E.

**120 ENTREPRISES AMÉRICAINES OPÈRENT EN ALGÉRIE**

**Washington veut élargir son partenariat avec Alger**

*Les États-Unis ont réaffirmé leur volonté de consolider leur partenariat stratégique avec l'Algérie, aussi bien sur le plan économique que sécuritaire, à la faveur d'une série de rencontres de haut niveau ayant marqué une nouvelle dynamique dans les relations bilatérales entre les deux pays.*

Par Selma R

Cette orientation a été réaffirmée, hier, par le Conseiller principal pour les affaires arabes et africaines, Massad Boulos, à l'issue d'une rencontre tenue avec l'ambassadeur d'Algérie à Washington, Sabri Boukadoum, en présence du chargé d'affaires américain à Alger, Mark Schapiro. Selon le responsable américain, les discussions ont porté sur le développement des relations économiques entre les deux pays, les perspectives d'investissement dans plusieurs secteurs stratégiques, ainsi que le renforcement de la coopération régionale et sécuritaire. M. Boulos a notamment souligné que plus de 120 entreprises américaines opèrent actuellement en Algérie, reflétant l'intérêt croissant des investisseurs américains pour le marché algérien. "Nous avons examiné les opportunités d'élargir les investissements dans le secteur de l'énergie ainsi que dans d'autres domaines. Nous avons également discuté de l'importance du renforce-

ment des relations sécuritaires entre les États-Unis et l'Algérie et de l'élargissement de la coopération régionale", a-t-il souligné, en réitérant l'appréciation des États-Unis pour les efforts diplomatiques essentiels et continus de l'Algérie en faveur de la paix et de la sécurité dans la région, notamment son engagement constructif visant à parvenir à une solution mutuellement acceptable au différend du Sahara occidental, conformément à la résolution 2797 du Conseil de sécurité des Nations unies. Pour le responsable américain : "Il est temps de parvenir à une solution". Il est à noter que cette rencontre entre le Conseiller principal pour les affaires arabes et africaines, Massad Boulos, et l'ambassadeur d'Algérie à Washington, Sabri Boukadoum, intervient dans le prolongement de la visite officielle effectuée en Algérie par le secrétaire d'État adjoint américain, Christopher Landau, du 27 avril au 1er mai 2026. Il s'agissait de la première visite officielle de M. Landau en Algérie depuis sa nomina-

tion, dans un contexte marqué par une intensification des échanges politiques et économiques entre Alger et Washington. En effet, le volet économique a occupé une place centrale dans les entretiens entre les deux parties. Washington cherche à renforcer sa présence économique en Algérie, particulièrement dans les secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des nouvelles technologies, de l'industrie pharmaceutique, de l'agriculture et des infrastructures. Les autorités américaines considèrent l'Algérie comme un partenaire économique stratégique en Afrique du Nord, notamment en raison de son potentiel énergétique, de sa position géographique et des réformes engagées ces dernières années pour améliorer le climat des affaires. En somme, la multiplication des échanges politiques de haut niveau entre Alger et Washington traduit une volonté commune de hisser les relations bilatérales à un niveau plus large et plus diversifié.

**PROGRAMME DE MAINTENANCE DES AUTOROUTES**  
**Le ministre des Travaux publics fait le point**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djel-laoui, a présidé, hier, une séance de travail consacrée au suivi et à l'évaluation du programme de maintenance du réseau autoroutier, ainsi qu'à l'examen de l'état d'avancement des projets de pénétrantes autoroutières, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres centraux et du Directeur général de l'Algérienne des Autoroutes (ADA), précise la même source. La réunion a porté sur la mainte-

nance du réseau de l'autoroute Est-Ouest. Un exposé détaillé a été présenté sur l'avancement du programme de maintenance en cours au niveau de plusieurs tronçons identifiés comme points noirs dans les wilayas de Constantine, Bouira, Mila, Skikda et Bordj Bou Arreridj. Une importance particulière a été accordée aux opérations de signalisation verticale et temporaire durant la réalisation des travaux de maintenance, ainsi qu'au traitement des glissements de terrain enregistrés sur certains sites de cet axe, outre l'évaluation de l'avancement des

programmes tracés au titre de l'année 2026, notamment en ce qui concerne la résorption des points noirs, l'amélioration des conditions d'exploitation et la garantie de la sécurité des usagers de la route, souligne le communiqué. La réunion a également porté sur les préparatifs en prévision du lancement de nouveaux projets de maintenance visant à traiter les points noirs et à optimiser l'exploitation du réseau autoroutier, particulièrement dans les wilayas d'Alger, de Boumerdes, de Constantine, d'Aïn Defla, de Guelma et d'Annaba, et ce, dans

le cadre du renforcement de la sécurité routière et de la continuité du service public conformément aux normes techniques en vigueur. S'agissant des projets de pénétrantes autoroutières, une série de solutions et de mesures pratiques ont été passées en revue afin de lever les contraintes entravant le parachèvement de ces projets. A ce propos, la nécessité d'intensifier le suivi sur le terrain et d'accélérer la cadence des travaux a été réitérée, conclut le ministère.

R. E.

**LG ELECTRONICS ALGÉRIE**

**Lancement d'une initiative de recyclage des déchets électroniques**

LG Electronics Algérie a lancé une initiative environnementale concrète visant à encourager la gestion durable des déchets électroniques et à promouvoir les bonnes pratiques en matière de recyclage. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la Terre 2026, a été réalisée en partenariat avec R-ENVIROSOL (Environmental Solutions), une entreprise spécialisée dans la gestion, la collecte, le tri et le traitement

des déchets, notamment électroniques et industriels, et a permis la collecte de produits et pièces usagés de LG auprès des centres de service après-vente agréés situés à Alger. Au total, 460 kilogrammes d'équipements électroniques de LG ont été collectés afin d'être pris en charge dans le cadre de processus de traitement adaptés et respectueux des normes environnementales, indique la société dans un communiqué. Après la collecte, les déchets électroniques sont traités, ajoute la même source,

selon un circuit structuré comprenant le tri des équipements, le démontage des produits pour récupérer les matériaux valorisables tels que les métaux, les plastiques et les composants électroniques, ainsi que l'orientation des matières recyclables vers des filières spécialisées. Les matériaux non recyclables sont, quant à eux, traités conformément aux standards environnementaux afin de réduire leur impact sur l'environnement.

R. E.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**  
Belmihoub  
Abdelaziz

**Directeur de publication**  
Radji Zahir

**Siège social**  
Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: [lesenjeuxeco@gmail.com](mailto:lesenjeuxeco@gmail.com)

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**  
Centre : SIA

**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)  
[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)  
[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)  
[agence.ovargla@anep.com.dz](mailto:agence.ovargla@anep.com.dz)  
[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

22,5 MILLIONS DE CARTES EN CIRCULATION,  
1,24 MILLION DE TRANSACTIONS SUR TPE...

## Le e-paiement poursuit sa progression

*La monétique en Algérie continue d'enregistrer une croissance soutenue, portée par l'augmentation du nombre de cartes bancaires en circulation, l'extension du réseau des terminaux de paiement électronique (TPE) et l'essor des paiements en ligne. Les derniers chiffres, arrêtés à fin mars 2026, publiés par le GIE Monétique font foi. Ils confirment ainsi une accélération progressive de la transformation numérique des services bancaires et des moyens de paiement, même si l'usage du "cash" demeure encore largement dominant dans l'économie nationale.*

Par Zahir R.

Concernant le nombre total de cartes interbancaires (CIB) en circulation, il a atteint 22,53 millions d'unités à fin mars 2026, enregistrant une progression de 3 % par rapport à la fin de l'année précédente. Les cartes « Edahabia » d'Algérie Poste représentent 82 % du parc total, contre 18 % pour les cartes « CIB ». Les cartes professionnelles « CIB affaires » demeurent marginales, avec seulement 6 % de l'ensemble des cartes CIB et près de 1 % du total des cartes en circulation. Le bilan du GIE Monétique fait également ressortir une diversification progressive des produits bancaires proposés aux clients. Ainsi, près de 487.167 cartes disposent désormais de la technologie « Dual Interface », permettant des paiements avec ou sans contact. Le marché a également enregistré l'introduction des cartes à débit différé, un produit récemment proposé par certaines banques, dont le nombre atteint actuellement 29.480 cartes.

S'agissant de l'activité de retrait sur automates bancaires (ATM) en service, au nombre de 4.713 unités à fin mars 2026, elle a poursuivi sa forte progression. En 2025, plus de 235,35 millions d'opérations de retrait ont été enregistrées, pour une valeur globale dépassant 4.397 milliards de dinars.

Comparativement à 2024, cela représente une hausse de 19,27 % en volume et de 19,11 % en valeur. En l'espace de cinq années, le nombre d'opérations a été multiplié par plus de quatre, passant de 58,42 millions de transac-

tions en 2020 à plus de 235 millions en 2025. Le montant moyen par retrait demeure relativement stable autour de 18.500 dinars. En 2025, il s'est établi à 18.683 dinars par opération, traduisant une certaine stabilité des habitudes de consommation et de retrait des ménages.

Le mois de mars 2026 a enregistré un niveau record avec plus de 23,27 millions de retraits pour une valeur dépassant 441 milliards de dinars. Cette hausse est principalement liée au mois de Ramadhan et à l'Aïd El-Fitr, périodes marquées par une forte intensification des dépenses des ménages.

### Le paiement sur TPE franchit un nouveau cap

Le paiement électronique de proximité via TPE affiche également une croissance spectaculaire. Selon les données du GIE Monétique, le nombre de transactions sur TPE a atteint 10,09 millions d'opérations en 2025, contre 5,57 millions en 2024, soit une progression de plus de 80 %.

La valeur globale des paiements a dépassé 89,54 milliards de dinars, en hausse de plus de 100 % par rapport à l'année précédente. Depuis 2016, l'évolution est particulièrement significative : le volume des opérations est passé de seulement 65.501 transactions à plus de 10 millions en 2025.

Le montant moyen par transaction a également progressé, passant de 7.986 dinars en 2024 à 8.870 dinars en 2025. Le premier trimestre 2026 a confirmé cette dynamique, avec un pic de 1,24 million de transactions

enregistré en mars, pour une valeur globale de 11,19 milliards de dinars.

Le GIE Monétique attribue cette progression à l'élargissement du réseau d'acceptation des paiements électroniques dans les secteurs publics et privés, ainsi qu'à l'évolution progressive des habitudes de consommation des citoyens.

### L'e-paiement stimulé par les services publics et l'e-commerce

Le paiement sur internet continue également de gagner du terrain. Le nombre de webmarchands intégrés au système de paiement électronique est passé de 644 à fin décembre 2025 à 859 à fin mars 2026, soit une progression de plus de 33 %.

Cette évolution est soutenue par la simplification des procédures d'intégration via le portail CIBWeb, mais également par l'arrivée de nombreuses administrations et organismes publics sur les plateformes de paiement électronique.

Parmi les structures ayant contribué à cette dynamique figurent notamment la Direction générale des impôts, la Direction générale des douanes, le ministère de la Justice, les offices de promotion immobilière ainsi qu'AADL. Le développement du commerce électronique et la généralisation du paiement de plusieurs services administratifs en ligne ont profondément modifié la structure des transactions électroniques en Algérie.

## SIGNATURE DE 52 ACCORDS AVEC DES SOCIÉTÉS MAURITANIENNES

### Les entreprises algériennes cartonnent à Nouakchott

Par S R.

La 8e édition de la Foire des produits et services algériens à Nouakchott confirme la montée en puissance de la présence économique algérienne sur les marchés africains, avec la signature de 52 accords et mémorandums d'entente entre opérateurs algériens et mauritaniens depuis l'ouverture de l'événement, le 5 mai dernier. Dans un communiqué rendu public hier, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a indiqué que 25 nouveaux accords ont été conclus samedi, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie, Amine Sid, ainsi que de représentants d'organisations professionnelles algériennes et de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM). Ces accords concernent plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'industrie, les mines, les câbles électriques, les industries de transformation, les services de santé, l'industrie mécanique, les dispositifs médicaux, les solutions destinées aux start-up, l'enseignement supérieur et l'hydraulique. Ils viennent s'ajouter aux 27 accords déjà signés jeudi dernier, dont quatre dans le do-

main des services de santé, portant ainsi le total à 52 accords conclus depuis le lancement de cette manifestation économique. En effet, ces résultats confirment le succès de cette foire, devenue « une véritable plateforme économique » destinée à favoriser les partenariats, les investissements et l'ouverture de nouvelles perspectives de coopération entre les entreprises des deux pays. Le ministère souligne également que cette dynamique contribue au renforcement du positionnement des entreprises algériennes sur le marché mauritanien et, plus largement, sur les marchés africains. Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures et à renforcer l'intégration économique régionale à travers des partenariats « gagnant-gagnant ». Le ministère estime que ces performances reflètent également les efforts déployés pour accompagner les exportateurs algériens, notamment à travers la création d'espaces de mise en relation directe avec les partenaires économiques africains et l'encouragement des entreprises nationales à développer des relations commerciales durables. Parallèlement aux accords commerciaux

conclus, la Foire enregistre une importante affluence du public mauritanien, venu découvrir la diversité des produits et services algériens exposés.

Selon les organisateurs, la cinquième journée de l'événement a été marquée par une forte présence de familles et de professionnels mauritaniens, particulièrement intéressés par les produits algériens dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'industrie pharmaceutique, des matériaux de construction, de l'électroménager et des services de santé.

Un engouement qui traduit « le niveau de confiance acquis par les produits algériens grâce à leur qualité et leur compétitivité ». En marge de la Foire, les rencontres d'affaires B2B entre entreprises algériennes et mauritaniennes se poursuivent afin d'examiner les opportunités de partenariat, d'investissement et d'élargissement des réseaux de distribution et de commercialisation. Plus de 350 entreprises algériennes, représentant différents secteurs de production et de services, participent à cette manifestation économique qui s'achèvera lundi à Nouakchott.

## EN PRÉVISION DU LANCEMENT D'UN PROJET DE CENTRALE ÉLECTRIQUE

### Une délégation de Sonelgaz à N'Djamena

Une délégation du groupe Sonelgaz est arrivée à N'Djamena pour préparer le lancement du projet de réalisation d'une centrale de production d'électricité d'une capacité de 40 MW au Tchad, a indiqué samedi un communiqué du groupe public.

Ce projet intervient conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la coopération africaine et à promouvoir les partenariats stratégiques Sud-Sud, notamment avec le Tchad, suite à la visite officielle effectuée par le président tchadien, M. Mahamat Idriss Déby Itno, en Algérie du 22 au 24 avril dernier.

La délégation algérienne, conduite par le Président-directeur général de Sonelgaz-International, M. Yazid Djellouli, a été, reçue, vendredi, par le Directeur général de la Tchadienne de l'électricité (Tchad-Elec), en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Tchad et de responsables du ministère tchadien de l'Energie. La délégation a également été reçue officiellement, samedi, par le ministre d'Etat, ministre des Finances, du Budget, de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale du Tchad, M. Tahir Hamid Ngouillan, et le ministre tchadien de l'Eau et de l'Energie, M. Passalé Kanabé Marcelin, ce qui "témoigne de l'importance stratégique que revêt ce projet dans le processus de renforcement de la coopération économique et énergétique entre les deux pays", souligne le communiqué.

La délégation algérienne a ensuite tenu une séance de travail avec les responsables de Tchad-Elec, consacrée à l'examen des aspects techniques et réglementaires liés au projet, à la définition des priorités de la phase préparatoire et à l'examen des mécanismes de coordination sur le terrain entre les équipes de travail conjointes.

Les discussions ont porté sur l'établissement d'une feuille de route commune et la constitution d'équipes de travail bilatérales afin de garantir une coordination efficace entre les différents intervenants, avant d'entamer les inspections techniques du site devant abriter cette centrale électrique de 40 MW, ajoute la même source.

Durant sa visite, la délégation réalisera des études au niveau du site pour évaluer les infrastructures disponibles, analyser les conditions de raccordement au réseau électrique existant et vérifier la conformité aux normes techniques et réglementaires en vigueur, en prélude au lancement des travaux de réalisation de la centrale selon les plus hauts standards de qualité et d'efficacité. Cette démarche reflète "la volonté commune des deux pays de bâtir un partenariat énergétique durable" et "témoigne aussi de "l'engagement de Sonelgaz à accompagner ses partenaires africains, à travers une approche intégrée reposant sur le transfert d'expertise, le renforcement des capacités techniques et la fourniture de solutions pratiques répondant aux besoins du continent en matière de développement énergétique", conclut le communiqué.

APIS

USTO-MB

### Une conférence nationale en juin sur la réhabilitation des bâtiments et infrastructures des Travaux publics

La réhabilitation des bâtiments et des infrastructures des Travaux publics sera au centre d'une conférence nationale "REHABUILD26", prévue en juin prochain à l'Université des sciences et de la Technologie "Mohamed Boudiaf" (USTO-MB) d'Oran, a-t-on appris, dimanche, auprès de cet établissement universitaire.

Organisée par la Faculté d'Architecture et de Génie Civil de l'USTO-MB, cette conférence nationale, à laquelle prendront part des spécialistes algériens des différents établissements universitaires du pays et d'autres organismes, vise à promouvoir des solutions innovantes et opérationnelles à la vulnérabilité et à la détérioration des bâtiments existants, du patrimoine historique et des infrastructures des travaux publics, des solutions qui allient préservation du patrimoine et technologies avancées de réhabilitation, a expliqué la même source.

Les spécialistes et experts contribueront, à travers leurs communications, à faire progresser les méthodes modernes d'inspection et de diagnostic, à évaluer les causes des détériorations, à analyser la compatibilité et la durabilité des matériaux de réparation, et à optimiser le renforcement structurel et sismique.

Il sera question aussi, selon la même source, d'aborder les défis qui concernent la résilience des infrastructures de transport, y compris les stratégies d'inspection et de surveillance des barrages, des ponts, des tunnels, de l'instabilité des pentes et des chutes de pierres, a indiqué la même source.

En fusionnant l'ingénierie traditionnelle avec les avancées numériques telles que l'IA et l'ingénierie inverse, cet événement scientifique vise à "favoriser la collaboration multidisciplinaire et à faire avancer des stratégies durables pour la réhabilitation, offrant une plateforme où scientifiques, chercheurs, décideurs et leaders de l'industrie se rassemblent pour échanger des connaissances, partager des recherches de pointe et collaborer sur des pratiques durables en ingénierie civile", a-t-on expliqué. Plusieurs thèmes seront examinés, lors de cette rencontre, entre autres "Architecture et Patrimoine Bâti : restauration, conservation, matériaux authentiques et techniques originales", "Structure et Réglementations Techniques : diagnostics avancés, analyse sismique et renforcement, et mise à jour des normes techniques et des réglementations pour la réhabilitation", et "Matériaux et réhabilitation énergétique : mécanismes de dégradation, pathologie, durabilité, matériaux innovants, techniques de réparation et réhabilitation énergétique des bâtiments".

APS

## HYDRAULIQUE

# Une vingtaine de barrages remplis à plus de 100 % de leur capacité

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a déclaré, samedi à Médéa, que "les financements conséquents consacrés au secteur de l'hydraulique doivent garantir un approvisionnement régulier et durable en eau potable des populations". Le ministre a indiqué que "l'Etat avait injecté des enveloppes financières importantes pour la réalisation de divers projets destinés à assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau potable des citoyens, et qu'il était impératif que cet effort financier se traduise par

une amélioration constante de l'Alimentation en eau potable (AEP) des foyers". M.Bouzegza a révélé, lors de sa visite dans la wilaya, qu'"une vingtaine de barrages réparés sur le territoire national affichent un taux de remplissage supérieur à 100%, tandis que le reste des ouvrages affiche en moyenne un taux de remplissage de 60% grâce aux dernières précipitations. Le volume d'eau mobilisé au niveau de l'ensemble des barrages du pays devrait suffire à couvrir les besoins des ménages pendant

deux ans, a affirmé le ministre, soulignant, toutefois, la nécessité d'une gestion efficace et efficiente de ces ressources hydriques pour éviter tout dysfonctionnement en matière d'alimentation en eau potable, notamment durant la période estivale. Le ministre de l'Hydraulique a annoncé, par ailleurs, l'augmentation du quota des 33 localités de la wilaya de Médéa alimentées à partir du barrage de Koudiat Acerdoune (Bouira), qui passera de 85.000 M3/j à 200.000 M3/j.

R.E.

## TOURISME

### La 25<sup>e</sup> édition du SITEV du 18 au 21 mai à Alger

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a annoncé, dans un communiqué, l'organisation de la 25<sup>e</sup> édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), du 18 au 21 mai au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), sous le slogan "Algérie, un tourisme authentique et un développement durable".

Ce rendez-vous international, organisé sous l'égide de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, constitue "l'événement touristique le plus important en Algérie", précise le communiqué, soulignant qu'il s'inscrit dans le cadre de "la vision des hautes autorités visant à conforter la place de l'Algérie parmi les destinations touristiques de choix et à mettre en avant ses principaux atouts naturels, son patrimoine culturel et civilisationnel, et son hospitalité". Ce salon participe également des "orientations visant à soutenir et à encourager le tourisme intérieur à travers la promotion du produit touristique algérien, afin de permettre aux familles, à la diaspora et autres visiteurs de découvrir des offres préférentielles et des prestations touristiques variées à des prix concurrentiels, à l'approche du lancement de la saison estivale 2026", ajoute la même source.

Cet événement, considéré comme une plateforme promotionnelle par excellence, permettra de "mettre en valeur la nouvelle dynamique dans le secteur du tourisme, soutenue par l'amélioration du climat d'investissement en Algérie, ayant encouragé la réalisation de projets touristiques destinés à promouvoir le tourisme intérieur, avec une augmentation des capacités d'hébergement, une diversification des offres, une amélioration des services et un afflux croissant des touristes".

Cette édition sera marquée par "une large participation nationale et internationale", avec 450 exposants, dont des représentants de 41 pays frères et amis des différents continents, outre la

participation de 50 start-up spécialisées dans la promotion numérique des produits touristiques algériens et de plusieurs instances internationales, a fait savoir le ministère.

Différents acteurs et professionnels et des représentants d'agences de voyages, d'établissements hôteliers, d'entreprises de transport, de banques et des secteurs ministériels concernés seront au rendez-vous.

Par la même occasion, des artisans algériens, notamment issus des wilayas du Sud, mettront en lumière la créativité artisanale algérienne dans sa diversité.

R.E.

## Mercuriale

وزارة التجارة والصناعة والسياحة  
وزارة الزراعة والريعية والصيد البحري  
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 06 ماي 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 Mai 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>		أسعار التجزئة <sup>2</sup>		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	دج / كغ	
Légumes frais	Pomme de terre	60	69	50	البطاطا
	Tomate	97	111	82	الطماطم
	Oignon sec	88	99	77	البصل الجاف
	Ail sec	669	778	561	الثوم الجاف
	Ail vert	199	229	170	الثوم الاخضر
	Carotte	107	120	94	الجزر
	Navet	116	130	101	اللفت
	Petit pois	179	201	158	الجنينة
	Fève verte	81	93	69	الفول الاخضر
	Courgette	131	146	116	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	322	353	291	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	97	111	83	الخس
	Orange	280	338	223	البرتقال
	Citron	227	253	201	الليمون
	Pomme locale	485	593	377	التفاح المحلي
Produits d'origine animale	Datte	491	615	366	التمر
	Banane	440	455	425	الموز
	Viande bovine locale	1977	2132	1822	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	375	389	362	الدجاج
المنتجات ذات الأصل الحيواني	(Eufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

### Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	345,00	0,29	0,04	-11,74	6,09	10,14	14500	5 002 500,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1398,00	0,00	0,16	-0,79	8,99	5,56	11187	15 639 426,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	NC	0,00	0,07	1,22	6,66	6,38	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2090,00	0,00	0,54	-7,06	9,97	5,98	15917	33 266 530,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,02	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	2,19	8,85	4,21	4,72	0	0,00

## PÉTROLE

### Le bénéfice du groupe saoudien Aramco bondit de 25,5% au 1<sup>er</sup> trimestre

Le groupe pétrolier saoudien Aramco a annoncé dimanche une hausse de 25,5% de son bénéfice net au premier trimestre 2026, porté par l'augmentation des prix du brut.

La hausse s'explique par "une augmentation des revenus et autres produits liés aux ventes, compensant partiellement la hausse des coûts d'exploitation", précise, dans un communiqué publié à la Bourse saoudienne, ce fleuron de l'économie saoudienne qui figure parmi les entreprises les plus valorisées au monde. Le bénéfice net d'Aramco pour le premier trimestre s'est élevé à 120,13 milliards de rials (32,04 milliards de dollars) contre 95,68 milliards de rials (25,51 milliards de dollars) sur la même période de 2025.

Ces résultats reflètent "une forte résilience opérationnelle et une grande capacité d'adaptation dans un environnement géopolitique complexe", s'est félicité le patron d'Aramco, Amin Nasser, dans un communiqué.

APS

FORUM AFRICAIN DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE À ALGER

# Plaidoyer pour une intégration économique continentale renforcée

À l'occasion du Forum africain de l'investissement et du commerce organisé à Alger, le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Guessoum Souhil, a mis en avant les importantes opportunités qu'offre le marché africain à l'Algérie.

Par Réda Hadi

Il a souligné que la ZLECAF constitue un levier stratégique pour développer les exportations algériennes et renforcer l'intégration économique continentale. M. Souhil a également insisté sur la nécessité d'accélérer la digitalisation, de moderniser les infrastructures et de lever les obstacles bureaucratiques afin de transformer l'Algérie en véritable hub économique africain.

Le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Guessoum Souhil, a affirmé que l'Afrique représente aujourd'hui un axe stratégique majeur pour l'économie algérienne. Invité de la Chaîne 3 de la Radio nationale, il a mis en avant les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), tout en appelant à accélérer la modernisation des infrastructures et la digitalisation afin de renforcer la compétitivité des entreprises algériennes sur les marchés africains.

Selon M. Souhil, l'Algérie connaît actuellement une dynamique économique importante, portée par une volonté de diversification des exportations et de développement de nouveaux partenariats commerciaux. Il a rappelé que le continent africain, avec près de 1,5 milliard d'habitants, demeure un marché à fort potentiel encore insuffisamment exploité. Les échanges intra-africains ne représentent, selon lui, qu'environ 12 à 13 % du commerce total du continent, contre plus de 60 % en Europe. Pour l'Algérie, les échanges avec les pays africains restent limités à seulement 6 à 8 % du volume global du commerce extérieur. Le président de la CAPC estime que la ZLECAF constitue une opportunité historique

pour transformer cette réalité économique. Cette zone de libre-échange vise non seulement à supprimer progressivement les barrières tarifaires, mais surtout à encourager la transformation locale des matières premières africaines. Dans cette optique, l'Algérie pourrait importer des ressources brutes de pays comme le Niger ou le Mali, les transformer localement puis les réexporter sous forme de produits finis vers les marchés africains et internationaux.

Pour cela, l'intégration des chaînes de valeur africaines représente un levier essentiel pour stimuler les exportations algériennes et favoriser une coopération économique continentale plus équilibrée. Toutefois, il reconnaît que plusieurs obstacles persistent, notamment la complexité des procédures douanières, les lenteurs administratives et les disparités économiques entre les États membres de la ZLECAF.

L'intervenant a souligné que la réussite de cette intégration dépendra largement du développement des infrastructures. À ce titre, il a évoqué plusieurs projets stratégiques, notamment la route transsaharienne reliant Alger à Lagos via le Niger, ainsi que les axes reliant Tindouf à Nouakchott et l'ouest algérien au Mali. Ces infrastructures, associées au développement du rail et des ports, permettront selon lui de faire de l'Algérie un véritable hub régional pour les échanges africains.

Le responsable patronal a également insisté sur la nécessité de mettre en place des infrastructures multimodales interconnectées. Il a plaidé pour une meilleure coordination entre les ports, les réseaux ferroviaires, les routes, les douanes et les zones franches, grâce à une digitalisation complète des systèmes logis-

tiques et administratifs. Sur le volet numérique, M. Souhil a estimé que l'Algérie a déjà accompli des progrès notables, notamment dans la digitalisation de l'état civil, des impôts et des douanes. Cependant, il regrette l'absence d'interconnexion entre ces différents systèmes. Selon lui, l'interopérabilité des plateformes reste indispensable pour simplifier les démarches administratives et accélérer les opérations commerciales.

Abordant la compétitivité des entreprises algériennes, Guessoum Souhil a souligné que la réduction des coûts opérationnels demeure une priorité. Il a évoqué les difficultés rencontrées par les industriels dans l'importation des matières premières, notamment l'allongement des délais administratifs qui entraîne une hausse des coûts de production et réduit la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux.

Le président de la CAPC a également insisté sur la nécessité d'accompagner davantage les opérateurs économiques dans leur conquête des marchés africains. Cela passe, selon lui, par une présence renforcée des banques algériennes sur le continent, le développement d'une véritable diplomatie économique et une participation plus active aux salons et foires commerciales africaines.

Il a cité l'exemple du secteur de la céramique, qui est passé du statut d'importateur à celui d'exportateur net en quelques années. Pour lui, ce type de réussite démontre le potentiel industriel algérien, à condition de mettre en place une stratégie de promotion efficace et de renforcer la présence commerciale des entreprises algériennes à l'étranger.

FORUM AFRICAIN DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE

## L'Algérie, principal moteur de l'intégration continentale

Les participants à la 12e édition du Forum africain de l'investissement et du commerce, organisé, samedi à Alger, ont mis en avant le rôle de l'Algérie en tant qu'acteur clé et principal moteur du développement économique en Afrique, grâce à ses projets structurants à dimension continentale et à sa vision stratégique en faveur du renforcement de l'action africaine commune.

Ce Forum, organisé par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), en partenariat avec l'Union africaine (UA), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), se tient en présence du ministre de l'Économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, Noureddine Ouadah, du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, et de l'ancien président du Niger, Mahamadou Issoufou.

Cette rencontre de deux jours enregistre également la participation du Secrétaire général de la ZLECAF, Wamkele Mene, et de la Commissaire de l'UA en charge du développement économique, du commerce, du tourisme, de l'industrie et des mines, Francisca Tatchouop Belobe.

Dans son allocution à cette occasion, M. Ouadah a souligné l'importance des projets structurants lancés par l'Algérie pour ren-

forcer la connectivité entre les pays africains, insistant sur la nécessité pour le continent d'atteindre une "souveraineté technologique".

Il a, dans ce cadre, mis en avant l'attention particulière accordée par l'Algérie à la jeunesse et aux start-up à l'échelle continentale, appelant à investir dans les compétences en vue de s'adapter à la révolution de l'intelligence artificielle.

De son côté, M. Hidaoui a mis en exergue les efforts de l'Algérie pour booster la croissance à travers l'accompagnement des jeunes innovateurs, en vue de leur permettre de créer une réelle valeur ajoutée pour l'économie africaine et de renforcer l'intégration continentale.

Pour sa part, M. Issoufou a salué le rôle pionnier de l'Algérie sur le continent, soulignant que le pays n'est pas seulement une puissance économique africaine, mais également le "principal acteur" dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

L'Algérie est le "principal moteur" du corridor économique transsaharien, a-t-il dit, soulignant l'importance des projets de route transsaharienne, de gazoduc transsaharien (TSGP) et de dorsale transsaharienne à fibre optique dans la dynamique commerciale "reliant les côtes méditerranéennes au cœur du continent et au golfe de Guinée". Selon lui, la vision algérienne consistant à investir dans ces infrastructures reflète par-

faitement le concept d'ouverture des marchés".

Pour sa part, le président du CAAID, Amine Boutalbi, a affirmé que l'Afrique est devenue l'un des espaces de croissance économique les plus importants au monde, disposant des atouts nécessaires pour générer des opportunités économiques et d'investissement dépassant les 560 milliards de dollars.

Mettant en avant les potentialités stratégiques dont jouit l'Algérie, à même d'en faire une véritable porte d'entrée vers l'Afrique, grâce à sa position géographique, ses capacités logistiques et sa vision économique, M. Boutalbi a appelé à renforcer l'intégration économique africaine, à lever les obstacles entravant l'investissement et le commerce, à promouvoir la paix et la stabilité et à investir dans l'éducation et la formation.

De son côté, M. Mene a évoqué le saut qualitatif dans l'activation des mécanismes de la ZLECAF, saluant l'Algérie pour l'accueil de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en 2025.

Mme Belobe a, quant à elle, noté que le volume actuel du commerce intra-africain ne correspond pas aux potentialités du continent, insistant sur la nécessité de relever les défis "énormes" qui entravent la mise en œuvre de la ZLECAF, qui a vocation à sortir au moins 30 millions de personnes de l'extrême pauvreté.

APS

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

### Pékin réaffirme sa volonté d'accompagner l'Algérie

La Chine a réaffirmé sa volonté de renforcer davantage son partenariat stratégique avec l'Algérie et d'accompagner ses efforts de diversification économique. S'exprimant à l'ouverture de la 12<sup>e</sup> édition du Forum africain de l'investissement et du commerce (AFIC 12), organisée sous le thème « Intégration et prospérité africaine », l'ambassadeur de Chine en Algérie, Dong Guangli, a mis en avant la profondeur des relations économiques entre les deux pays, qualifiant l'Algérie de « partenaire stratégique majeur » de Pékin sur le continent africain. Le diplomate chinois a souligné que les relations sino-africaines, qui célèbrent cette année le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique, reposent sur « la solidarité, le soutien mutuel et le développement commun ». Dans un contexte international marqué par de multiples tensions géopolitiques et économiques, il a estimé que la coopération Chine-Afrique constitue « une force essentielle pour défendre l'équité et promouvoir le multilatéralisme ». Il a indiqué que les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Chine ont dépassé 15 milliards de dollars en 2025, tandis que les investissements chinois cumulés en Algérie avoisinent les 7 milliards de dollars. Le diplomate chinois a rappelé que la coopération entre les deux pays couvre de nombreux secteurs, notamment les infrastructures, les transports, l'énergie, l'agriculture, la santé et les technologies. Parmi les projets emblématiques réalisés dans le cadre de ce partenariat figurent la ligne ferroviaire minière de l'Ouest, les programmes spatiaux et plusieurs grands projets structurants inscrits dans le cadre de l'Initiative « La Ceinture et la Route ». L'ambassadeur a également souligné que la dynamique économique engagée par l'Algérie pour bâtir une « Algérie nouvelle et victorieuse » ouvre de nouvelles perspectives de coopération avec la Chine.

Dans ce contexte, M. Dong Guangli a estimé que la politique de zéro droit de douane décidée par Pékin pourrait offrir à l'Algérie des opportunités importantes pour accroître ses exportations hors hydrocarbures, attirer davantage d'investissements productifs et augmenter la valeur ajoutée de ses produits. Il a notamment cité les produits agricoles algériens à fort potentiel, tels que les dattes, l'huile d'olive, les agrumes et le vin, ainsi que les importantes ressources énergétiques et minières du pays. « À mesure que les mécanismes d'accès se perfectionnent, de plus en plus de produits algériens entreront facilement sur le marché chinois », a-t-il affirmé, estimant que cette évolution pourrait contribuer à l'industrialisation, à la modernisation agricole et à la diversification de l'économie nationale. Réaffirmant l'engagement de Pékin en faveur d'un partenariat « durable et mutuellement bénéfique », l'ambassadeur chinois a enfin assuré que son pays continuera d'encourager les entreprises chinoises à investir en Algérie et dans les autres pays africains, afin de renforcer les synergies industrielles et les échanges commerciaux à l'échelle du continent.

Z.R.

**ILLIZI**  
**Près de 470 consultations médicales exercées au profit de citoyens de plusieurs zones**

Plus de 469 consultations médicales spécialisées, multidisciplinaires, ont été effectuées au profit de citoyens de plusieurs zones de la wilaya d'Illizi, à l'initiative de l'établissement public hospitalier EPH-Illizi, à-on informé samedi des responsables de cet établissement. Inscrit dans le cadre du rapprochement des prestations de santé du citoyen, cette caravane a permis d'effectuer 195 consultations dans la zone d'Ilni, 155 autres dans celle d'Afra et 119 dans la localité d'Adil, a détaillé le Dr Khe-missi Gana, membre de la caravane. Cette action de solidarité a donné lieu à 136 consultations spécialisées en chirurgie pédiatrique, 89 en gynécologie et les reste en médecine interne, cardiologie, oncologie et médecine générale. L'initiative a ainsi permis aux citoyens des localités et zones lointaines de bénéficier de prestations médicales spécialisées, et de prendre en charge certains cas de malades, au titre du rapprochement des prestations de santé du citoyen.

R. E.

**LAGHOUAT**  
**Arrivée du premier lot de moutons d'importation et début des ventes dimanche**

Un premier lot de moutons d'importation, composé d'un millier de têtes, est arrivé dans la wilaya de Laghouat, dans le cadre des préparatifs de l'Aïd El-Adha, ont indiqué samedi les services agricoles. Ce lot de moutons est réparti sur sept (7) points de vente dans les différentes daïras de la wilaya, afin de faciliter au citoyen l'acquisition du mouton de sacrifice dans de bonnes conditions d'organisation. Le Directeur des services agricoles de la wilaya, Laid Bouazza a indiqué que le secteur a mobilisé les moyens nécessaires pour le succès de l'opération, à travers l'aménagement d'espaces d'accueil appropriés, équipés et encadrés par des équipes de vétérinaires et de spécialistes, pour le suivi sanitaire et le contrôle vétérinaire des animaux importés avant leur commercialisation aux citoyens. La vente débutera demain dimanche, a assuré M. Bouazza, en précisant que l'initiative vise à renforcer l'approvisionnement du marché local et répondre aux besoins des citoyens à l'occasion de la fête religieuse de l'Aïd El-Adha.

APS

## MOSTAGANEM

## Allocation de 600 millions DA pour la protection de la zone de Oued El-Hadaïk contre les inondations

Une enveloppe de 600 millions de dinars a été allouée au projet de protection de la zone de Oued El-Hadaïk, située au sud de la ville de Mostaganem, contre les inondations, ont indiqué samedi les services de la wilaya.

La même source a précisé que ce projet, qui concerne Oued El-Hadaïk ainsi que la zone d'habitation dite Deb-daba, dans la commune de Sayada, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les autorités locales pour protéger les zones urbaines contre les inondations et améliorer les performances des réseaux d'assainissement.

La première tranche du projet, d'un montant de 300 millions DA, prévoit la réalisation d'une station de relevage des eaux reliée à une conduite de refoulement en direction de Oued Aïn-Sefra, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées de Salamandre, a ajouté la même source.

La deuxième tranche, également dotée

d'une enveloppe de 300 millions DA et financée par le Fonds national de l'eau (FNE), porte sur des travaux complémentaires vise à éliminer définitivement les problèmes liés à l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales, notamment au niveau de Oued El-Hadaïk et de la zone évitant le Club équestre.

Une fois le projet achevé, les autorités locales ambitionnent de relancer la dynamique urbaine et de développement dans cette région, notamment à travers le lancement de projets de logements et la délivrance de permis de construire aux postulants, selon la même source.

Les services de la wilaya de Mostaganem ont également instruit les entreprises char-

gées des travaux d'adopter un système de travail continu (3x8) et de mobiliser l'ensemble des moyens matériels et humains nécessaires afin d'accélérer le rythme de réalisation et de réceptionner le projet dans les meilleurs délais.

Ils ont, en outre, insisté sur l'utilisation de matériaux de haute qualité, la séparation des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées afin de garantir la durabilité et l'efficacité future du projet, ainsi que sur l'implication des organismes compétents, notamment l'organisme de contrôle technique des eaux, a conclu la même source.

APS

## AÏD EL-ADHA

## Lancement de la vente des moutons importés dans les wilayas de Relizane, Naâma et El Bayadh

Les wilayas de Relizane, Naâma et El Bayadh ont entamé, samedi, les opérations de vente des moutons importés à travers plusieurs points de vente agréés, dans le cadre d'une organisation rigoureuse visant à faciliter l'acquisition des bêtes pour les citoyens inscrits sur la plateforme numérique dédiée.

Dans la wilaya de Relizane, l'opération a été lancée à travers huit points de vente agréés répartis entre le chef-lieu de wilaya et plusieurs communes, notamment Zemmoura, Mendes, Djediouia, Mediouna, El Hassi et El Matmar.

La vente est exclusivement réservée aux citoyens inscrits sur la plateforme mise en place à cet effet, lesquels reçoivent des SMS précisant la date ainsi que le lieu de retrait de leur mouton.

Par ailleurs, une deuxième cargaison de moutons importés a été réceptionnée. D'importants moyens humains, matériels et organisationnels ont été mobilisés, avec un accompagnement vétérinaire et sécuritaire ayant permis le bon déroulement de l'opération dans des conditions jugées satisfaisantes par les citoyens.

Dans la wilaya de Naâma, l'opéra-

tion de vente a été lancée à travers sept points répartis sur plusieurs communes, après la réception d'un premier lot portant à 2.400 têtes d'ovins sur un quota global de 6.400 têtes. L'opération se déroule selon un calendrier précis basé sur l'envoi de messages SMS, sous la supervision des services vétérinaires chargés de veiller au respect des conditions sanitaires et organisationnelles, conformément aux instructions des pouvoirs publics visant à réguler le marché et à mettre des moutons à la disposition des citoyens à des prix étudiés. Dans la wilaya d'El Bayadh, et comprenant

dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh, un premier lot de 2.000 têtes d'ovins a été réceptionné et réparti sur trois points de vente. Les services vétérinaires supervisent l'opération à travers le contrôle de l'état sanitaire des moutons ainsi que des conditions de transport et de distribution, parallèlement à des campagnes d'inspection menées au niveau des marchés hebdomadaires. Les préparatifs se poursuivent également en vue de l'ouverture de points de vente supplémentaires consacrés au bétail local.

APS

## OUARGLA

## Journée de sensibilisation sur l'arganier et son importance environnementale et économique

Une journée de sensibilisation et d'information sur l'arganier a été organisée, dimanche à Ouargla, par la Conservation des forêts, en coordination avec les différents acteurs et partenaires du secteur, à l'occasion de la Journée internationale de cet arbre. L'évènement est initié en coordination avec l'université Kasdi-Merbah d'Ouargla, les instituts techniques implantés dans la région, ainsi que la Direction des services agricoles et la Chambre de l'agriculture, afin d'évaluer la prévalence de cet arbre dans la région et faire connaître ses

multiples avantages, a indiqué le Conservateur des forêts d'Ouargla, Abdelhafid Hamchi. Il a mis l'accent sur la "grande importance" de l'arganier, aux plans environnemental, économique et social, vu son rôle dans la protection de l'environnement et sa valeur ajoutée au développement économique durable, sans oublier ses sous-produits, principalement l'huile d'argan, réputée pour ses nombreux bienfaits. La rencontre a également pour but de sensibiliser les agriculteurs, les investisseurs et les chercheurs à l'importance de cet arbre, et à valoriser

les perspectives de développement de sa culture et de son exploitation durable, a souligné M. Hamchi, en prédisant des perspectives d'avenir dans la wilaya d'Ouargla pour la valorisation de cet arbre. Des intervenants ont évoqué, lors de cette rencontre, les méthodes d'extraction de l'huile d'argan, ainsi que le rôle du secteur agricole dans le développement et la préservation de cet arbre, et ses avantages environnementaux et socioéconomiques.

APS

## TISSEMSILT

## Relogement de 85 familles à Theniet El-Had

Quatre-vingt-cinq (85) familles vivantes dans des habitations précaires dans la commune de Theniet El-Had, wilaya de Tissemsilt, ont été relogées samedi dans de nouveaux logements situés dans la même commune.

Les services de la wilaya ainsi que les organismes concernés ont supervisé cette opération de relogement au profit

des familles qui résidaient dans trois quartiers, à savoir "Les Frères Lardjem", "Chahid Aïssani" et "El-Wiam". Les bénéficiaires ont été transférés vers de nouveaux logements transférés dans la localité d'Amrouna, pertinente de la même collectivité locale.

Dans le cadre de cette opération visant à éradiquer l'habitat précaire, les moyens humains et matériels néces-

saires ont été mobilisés. La démolition des anciennes habitations a été entamée immédiatement après l'achèvement du relogement, at-on indiqué. Le chef de daïra de Theniet El-Had, Noureddine Habiche a déclaré à la presse que cette opération contribuera à l'amélioration de l'environnement urbain, à la récupération du foncier urbain et à sa mobilisation pour l'im-

plantation de plusieurs projets de développement.

Pour rappel, plus de 600 logements ont été attribués durant l'année 2025 dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire, avec la récupération de plus de 77 hectares de foncier destinés à la réalisation de nouveaux projets de logement dans la wilaya.

R. R.

# Comment Trump a entraîné les États-Unis dans la guerre contre l'Iran

Au cours d'une série de réunions en cellule de crise, le président Trump a mis en balance son instinct avec les profondes inquiétudes de son vice-président, ainsi que l'évaluation pessimiste des services de renseignement. Voici les coulisses de la prise de cette décision fatidique.

3<sup>e</sup> partie

Par Jonathan Swan (1)  
et Maggie Haberman (2)

Parmi tous les défis de politique étrangère auxquels Trump avait été confronté au cours de ses deux mandats, l'Iran occupait une place à part. Il le considérait comme un adversaire particulièrement dangereux et était prêt à prendre de grands risques pour empêcher le régime de mener une guerre ou de se doter de l'arme nucléaire. De plus, le discours de Netanyahu cadrait parfaitement avec le désir de Trump de démanteler la théocratie iranienne, qui détient le pouvoir depuis 1979, alors que Trump avait 32 ans. Elle était depuis lors une épine dans le pied des États-Unis.

Depuis la prise de pouvoir par le clergé il y a 47 ans, il pourrait désormais devenir le premier président à réussir un changement de régime en Iran. Bien que rarement évoquée, mais toujours présente en arrière-plan, une motivation supplémentaire tenait compte du fait que l'Iran avait comploté pour assassiner Trump en représailles à l'assassinat, en janvier 2020, du général Qasim Suleimani, considéré aux États-Unis comme l'un des principaux instigateurs de la campagne de terrorisme international menée par l'Iran.

De retour au pouvoir pour un second mandat, la confiance de Trump dans les capacités de l'armée américaine n'avait fait que croître. Il avait été particulièrement enhardi par le spectaculaire raid commando visant à capturer le dirigeant vénézuélien Nicolás Maduro dans son complexe le 3 janvier. Aucun Américain n'avait perdu la vie lors de cette opération, ce qui constituait pour le président une preuve supplémentaire de la prouesse inégalée des forces américaines.

Au sein du cabinet, Hegseth était le plus fervent partisan d'une attaque militaire contre l'Iran.

Rubio a fait savoir à ses collègues qu'il était beaucoup plus ambivalent. Il ne croyait pas que les Iraniens accepteraient un accord négocié, mais il préférait poursuivre une campagne de pression maximale plutôt que de déclencher une guerre de grande échelle. Rubio n'a toutefois pas tenté de dissuader Trump de mener cette opération, et une fois la guerre déclenchée, il a présenté la justification de l'administration avec une conviction totale.

Mme Wiles s'inquiétait des conséquences qu'un nouveau conflit à l'étranger pourrait entraîner, mais elle n'avait pas pour habitude de s'exprimer avec force sur les questions militaires lors des grandes réunions. Elle encourageait plutôt les conseillers à faire part de leurs points de vue et de leurs préoccupations



au président dans ce cadre. Mme Wiles exerçait une influence sur de nombreuses autres questions, mais dans la salle où se trouvaient Trump et les généraux, elle restait en retrait. Ses proches ont déclaré qu'elle ne considérerait pas qu'il était de son rôle de faire part de ses préoccupations au président concernant une décision militaire devant les autres. Elle estimait en outre que l'expertise de conseillers tels que le général Caine, Ratcliffe et Rubio était plus importante pour le président. Pourtant, Mme Wiles avait confié à ses collègues qu'elle craignait que les États-Unis ne soient entraînés dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient. Une attaque contre l'Iran risquait de provoquer une flambée des prix de l'essence quelques mois avant les élections de mi-mandat, ce qui pourrait déterminer si les deux dernières années du second mandat de Trump seraient marquées par des réalisations ou par des citations à comparaître émanant des Démocrates de la Chambre des représentants. Mais finalement, Mme Wiles a donné son accord à l'opération.

## Vance le sceptique

Personne dans l'entourage proche de Trump n'était plus inquiet à l'idée d'une guerre avec l'Iran, ni n'a fait davantage pour tenter de l'empêcher, que le vice-président.

Vance avait bâti sa carrière politique en s'opposant précisément au genre d'aventure militaire qui faisait désormais l'objet d'une réflexion sérieuse. Il avait qualifié une guerre avec l'Iran de « gigantesque détournement de ressources » et de « coût extrêmement élevé. »

Il n'était toutefois pas un pacifiste dans tous les domaines. En janvier, lorsque Trump avait publiquement averti l'Iran de cesser de tuer des manifestants et promis que de l'aide était en route,

Vance avait, en privé, encouragé le président à faire respecter sa ligne rouge. Mais ce que le vice-président préconisait, c'était une frappe punitive limitée, quelque chose de plus proche du modèle de l'attaque de missiles menée par Trump contre la Syrie en 2017 en raison de l'utilisation d'armes chimiques contre des civils.

Le vice-président estimait qu'une guerre visant à renverser le régime iranien serait un désastre. Il préférait qu'il n'y ait aucune frappe. Mais sachant que Trump était susceptible d'intervenir d'une manière ou d'une autre, il a tenté d'orienter la décision vers une action plus limitée. Plus tard, lorsqu'il est devenu certain que le président était déterminé à mener une attaque de grande échelle, Vance a fait valoir qu'il devait le faire avec une force écrasante, dans l'espoir d'atteindre rapidement ses objectifs.

Devant ses collègues, Vance a averti Trump qu'une guerre contre l'Iran risquait de plonger la région dans le chaos et de faire un nombre incalculable de victimes. Elle pourrait également briser la coalition politique de Trump et serait perçue comme une trahison par de nombreux électeurs qui avaient adhéré à la promesse de ne pas déclencher de nouvelles guerres.

Vance a également soulevé d'autres préoccupations. En tant que vice-président, il était conscient de l'ampleur du problème des munitions aux États-Unis. Une guerre contre un régime animé d'une immense volonté de survie pourrait placer les États-Unis dans une position bien plus défavorable pour mener des conflits pendant des années.

Le vice-président a déclaré à ses collaborateurs qu'aucune expertise militaire ne permettrait de vraiment évaluer ce que ferait l'Iran en représailles lorsque la survie du régime serait en jeu. Une guerre pourrait facilement prendre des

tournures imprévisibles. De plus, il estimait qu'il semblait y avoir peu de chances de construire un Iran pacifique au lendemain d'un tel conflit.

Au-delà de tout cela se trouvait peut-être le risque le plus important : l'Iran détenait l'avantage géographique sur le détroit d'Ormuz. Si cette étroite voie navigable transportant de vastes quantités de pétrole et de gaz naturel était bloquée, les conséquences sur le territoire américain seraient graves, à commencer par une hausse des prix de l'essence.

Tucker Carlson, le commentateur qui s'était imposé comme un autre sceptique de premier plan face à l'intervention au sein de la droite, s'était rendu plusieurs fois au Bureau ovale au cours de l'année précédente pour avertir Trump qu'une guerre avec l'Iran détruirait sa présidence. Quelques semaines avant le début de la guerre, Trump, qui connaissait Carlson depuis des années, a tenté de le rassurer au téléphone. « Je sais que cela t'inquiète, mais tout ira bien », avait déclaré le président. Carlson lui avait demandé comment il le savait. « Parce que c'est toujours comme ça », avait répondu Trump.

Dans les derniers jours de février, les Américains et les Israéliens ont discuté d'une nouvelle information qui allait considérablement accélérer leur calendrier. L'ayatollah allait se réunir en surface avec d'autres hauts responsables du régime, en plein jour et à la merci d'une attaque aérienne. C'était une occasion fugace de frapper au cœur du pouvoir iranien, le genre de cible qui ne se présenterait peut-être plus jamais.

Trump a donné à l'Iran une nouvelle chance de conclure un accord qui lui barrerait la route vers l'arme nucléaire. Cette diplomatie a également donné aux États-Unis un délai supplémentaire pour déployer des moyens militaires au Moyen-Orient. (A suivre)

## TRANSITION BAS CARBONE Un enjeu vital pour l'économie tunisienne

Longtemps perçue comme une problématique environnementale secondaire, la transition écologique s'impose aujourd'hui comme une question centrale de souveraineté économique pour la Tunisie. Hausse de la facture énergétique, stress hydrique croissant, dépendance aux importations fossiles, nouvelles exigences carbone européennes et pression sur les finances publiques : les défis climatiques impactent progressivement les équilibres macroéconomiques du pays. Dans une conjoncture mondiale marquée par l'épuisement accéléré des ressources naturelles et l'intensification des dérèglements climatiques, la Tunisie se retrouve confrontée à une double urgence. Elle doit simultanément sécuriser son approvisionnement énergétique et adapter son modèle de développement à une économie mondiale de plus en plus décarbonée. Cette mutation dépasse désormais les seules considérations environnementales. Elle touche directement la compétitivité industrielle, la stabilité budgétaire, la sécurité alimentaire et l'attractivité des investissements. La vulnérabilité énergétique constitue l'un des principaux défis structurels de l'économie tunisienne. Le pays importe aujourd'hui plus de la moitié de ses besoins énergétiques, principalement sous forme de gaz naturel, ce qui expose fortement les finances publiques aux fluctuations internationales des prix des hydrocarbures.

Agence

Agence

## INVOQUANT UN IMMENSE POTENTIEL

### Le président Ghazouani appelle les entreprises françaises à investir en Mauritanie

Le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a appelé vendredi l'organisation MEDEF et les entreprises françaises à orienter davantage leurs investissements vers la Mauritanie, afin de tirer parti de « son immense potentiel grâce à des partenariats mutuellement avantageux ». Cette déclaration a été faite lors de l'ouverture du Forum économique mauritano-français, dans le cadre de la troisième journée de la visite d'État effectuée par Ould Cheikh El Ghazouani en France. Le président a ajouté dans son discours que l'économie de son pays avait enregistré ces dernières années des taux de croissance « atteignant parfois 6 %, sans jamais descendre en dessous de 4 %, avec une moyenne avoisinant les 5 % ».

Il a souligné que la Mauritanie jouissait d'une stabilité macroéconomique, comme le confirment les institutions financières internationales, avec un niveau d'endettement de l'ordre de 40 % du produit intérieur brut, dans une trajectoire durable et transparente, selon ses propres termes.

R. I.

## ENGRAIS

# L'Égypte taxe ses exportations sur un marché mondial sous tensions

Depuis le début du conflit au Moyen-Orient en février 2026, le marché mondial des fertilisants est sous pression. Alors que les inquiétudes sur l'offre globale s'intensifient, l'Égypte, acteur majeur du commerce international, durcit les conditions d'exportation de ses engrais azotés.

### Synthèse Rédaction Internationale

L'Égypte a instauré une taxe temporaire à l'exportation sur les engrais azotés pour une durée de trois mois. La mesure annoncée dans le Journal officiel du pays est entrée en vigueur à compter du 5 mai 2026.

Cette taxe, fixée par le ministère égyptien de l'Investissement et du Commerce, sera appliquée à hauteur de 90 \$ par tonne d'engrais exportée, ou son équivalent en livres égyptiennes. Selon les informations relayées par le média local Arab Finance, cette initiative vise à trouver un équilibre entre la satisfaction de la demande du marché local en engrais et la stabilité des prix. Elle suggère en outre une volonté du Caire de sécuriser l'approvisionnement du marché intérieur en engrais azotés, en évitant une trop forte orientation des volumes vers l'exportation alors que le marché mondial des fertilisants traverse déjà une période de fortes tensions.

Dans son dernier rapport « Commodity Markets Outlook » publié le 28 avril, la Banque mondiale indiquait que les prix mondiaux des engrais pourraient grimper de plus de 30 % en 2026 sous l'effet du conflit au Moyen-Orient et des perturbations du transport maritime dans le détroit d'Ormuz, par lequel transite près d'un tiers du commerce maritime mondial de fertilisants, soit environ 16 millions de tonnes par an.

L'institution soulignait également que les craintes liées à l'approvisionnement domestique pourraient pousser certains grands exportateurs à instaurer des restrictions commerciales afin de préserver leurs marchés locaux. La taxe imposée par l'Égypte apparaît ainsi comme l'une des premières ma-



nifestations concrètes de ce risque sur le marché international.

L'urée, principal engrais azoté utilisé dans le monde, est particulièrement exposée à ces tensions. Selon la Banque mondiale, son prix pourrait atteindre en moyenne 675 dollars la tonne cette année, soit près de 60 % de plus qu'en 2025.

### Un arbitrage entre marché intérieur et recettes publiques

Si la taxe instaurée par Le Caire vise avant tout à modérer les exportations d'engrais azotés, elle pourrait également se traduire par un accroissement des recettes publiques.

L'Égypte joue les premiers rôles dans le commerce de cette catégorie de fertilisants. Selon les données de Trade Map, le pays a exporté près de 3,54 millions de tonnes d'engrais azotés en 2024, se classant ainsi au 7<sup>e</sup> rang des exportateurs mondiaux, derrière la Chine, la Russie, Oman, les Pays-Bas, la Belgique et les États-Unis.

Dans un contexte de prix internatio-

naux élevés, les opérateurs pourraient être incités à maintenir leurs volumes d'exportation afin de profiter des conditions de marché, malgré la taxe appliquée. Celle-ci deviendrait alors une source potentielle de recettes additionnelles pour l'État, proportionnelle aux volumes exportés. Toutefois, l'effet final dépendra de l'impact de la mesure sur la compétitivité des engrais égyptiens par rapport aux autres fournisseurs mondiaux du fertilisant. Dans un marché mondial déjà sous fortes tensions, toute mesure limitant ou renchérissant les exportations d'un fournisseur majeur comme l'Égypte pourrait accentuer les perturbations sur l'offre et renforcer la volatilité des prix internationaux. Le pays des pharaons n'est d'ailleurs pas le seul exportateur à adopter une posture défensive sur le marché des fertilisants. En avril dernier, la Russie avait également annoncé son intention de limiter ses exportations globales de fertilisants, y compris les engrais azotés, entre juin et novembre 2026.

## POUR EXPORTER SON PÉTROLE

### L'Irak se tourne vers le port syrien de Banias

Face au blocage du détroit d'Ormuz, l'Irak active une route terrestre via la Syrie pour acheminer son pétrole vers le port de Banias.

Le port syrien de Banias, sur la Méditerranée, devient une bouée de sauvetage pour les exportations pétrolières irakiennes vers les marchés occidentaux, alors que la navigation dans le détroit d'Ormuz est paralysée. En mars dernier, les ventes de brut irakien ont chuté de 80 %, et la production est passée de plus de quatre millions de barils par jour à environ 1,1 million, entraînant une baisse de 70 % des recettes pétrolières. Cette situation a mis en lumière l'importance des territoires et des postes-frontières syriens dans le cadre d'un plan d'urgence que Bagdad a mis en œuvre

pour maintenir un flux minimal de pétrole. Ce plan repose sur un transport routier temporaire via la Syrie jusqu'au port de Banias.

### Un plan « vaste » pour le pétrole noir

Le ministère irakien du Pétrole a annoncé l'élaboration d'un plan qualifié de « vaste » pour exporter le pétrole noir. Son porte-parole, Sahib Bazoun, a déclaré à l'agence de presse irakienne que le ministère exporte ce produit via des camions-citernes vers le port syrien de Banias, et qu'un calendrier a été établi pour sa mise en œuvre.

Bazoun a précisé que ce plan s'appuie sur des données actualisées et implique des raffineries utilisant un procédé de

craquage physique du pétrole noir, un résidu de l'extraction du pétrole brut. L'objectif est de produire des dérivés pétroliers, notamment de l'essence à indice d'octane élevé, très demandée sur le marché mondial. Il a ajouté que le plan dépend des liquidités disponibles pour ouvrir de nouvelles voies d'exportation.

### Une délégation irakienne à Damas

Une délégation du ministère irakien du Pétrole, conduite par le directeur général de la compagnie pétrolière du Nord, Amer Khalil Ahmed, s'est rendue à l'ambassade d'Irak à Damas, où elle a rencontré le chargé d'affaires. La délégation comprenait des représentants de la société des pipelines, du département

technique, ainsi que des départements des études, de la planification et du suivi.

Selon le bureau des médias et de la communication gouvernementale du ministère irakien du Pétrole, cette visite visait à discuter avec la partie syrienne des perspectives de coopération pour la remise en service de l'oléoduc Irak-Syrie. Les deux parties ont également examiné les procédures d'ouverture d'un bureau d'expédition irakien dans le port de Banias, afin de renforcer les exportations, d'élargir les débouchés commerciaux et de développer les infrastructures de transport et d'exportation pétrolières.

R. E.

## ENGRAIS

# Le Burkina Faso veut constituer un stock de sécurité de 56 700 tonnes

Avec le conflit au Moyen-Orient, les prix des fertilisants flambent depuis février 2026, érodant les revenus des agriculteurs et menaçant les rendements agricoles à venir. Le Burkina Faso qui importe la quasi-totalité de ses besoins, prend des dispositions pour réduire sa vulnérabilité.

**A**u Burkina Faso, le gouvernement veut assurer la disponibilité des engrais au cours des prochains mois. Selon le compte rendu du Conseil des ministres du jeudi 7 mai, le gouvernement prévoit à cet effet la constitution d'un stock de sécurité de 56 700 tonnes d'engrais pour faire face à la flambée des prix sur le marché international. Dans son dernier rapport « Commodity Markets Outlook » publié le 28 avril dernier, la Banque mondiale prévoit en effet que les prix mondiaux des engrais pourraient grimper de plus de 30 % en 2026 sous l'effet du conflit au Moyen-Orient et des perturbations du transport maritime dans le détroit d'Ormuz, par lequel transite près d'un tiers du commerce maritime mondial de fertilisants, soit environ 16 millions de tonnes par an. L'urée, principal engrais azoté utilisé dans le monde, est particulièrement ex-

posée à ces tensions. Selon la Banque mondiale, son prix pourrait atteindre en moyenne 675 dollars la tonne cette année, soit près de 60 % de plus qu'en 2025. D'après Ouagadougou, la constitution du stock de sécurité d'engrais annoncé sera réalisée dans le cadre de l'Opération d'urgence pour le renforcement de la production agricole au Burkina Faso (OURPA-BF), financée par la BAD et l'État burkinabè pour un coût total de 60,04 milliards FCFA (107,4 millions \$). « L'objectif global de l'OURPA-BF est de contribuer à la souveraineté alimentaire à travers l'accroissement de la production des spéculations ciblées. De façon spécifique, il s'agit de faciliter l'accès des agriculteurs aux intrants agricoles de qualité, de renforcer les capacités des acteurs sur les bonnes pratiques agricoles et d'améliorer la gouvernance des

sous-secteurs semences et fertilisants », souligne le communiqué du conseil des ministres. En plus du stock de sécurité, le programme prévoit, entre autres interventions, l'acquisition de 68 700 tonnes d'engrais ainsi que de 10 087 tonnes de semences améliorées de riz, soja, blé, maïs et mil. Les autorités envisagent également la construction de quatre entrepôts de stockage de 15 000 tonnes chacun à Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ziniaré et Koupéla, ainsi que de cinq magasins de stockage d'une capacité de 500 tonnes chacun. Au Burkina Faso, le recours aux engrais ne cesse de croître. Selon les données du Centre international de développement des engrais (IFDC), la consommation apparente est passée de 164 422 tonnes en 2019 à 327 163 tonnes en 2023, soit une hausse de près de 99 % en cinq ans.

Synthèse R I/Agence

## CÔTE D'IVOIRE

## Une distillerie de 32 millions \$ entre en service dans le Hambol

**E**n Côte d'Ivoire, l'industrie sucrière est l'une des plus développées en Afrique de l'Ouest. En dehors de la production sucrière, le secteur offre d'autres opportunités d'investissement sur des segments d'activités connexes. En Côte d'Ivoire, Bruno Nabagné Koné, ministre de l'Agriculture, a inauguré le jeudi 7 mai une distillerie basée sur le site du complexe sucrier Ferké2 exploité par la Sucrerie Africaine de Côte d'Ivoire (SUCAF-CI) dans la région du Hambol. Selon les informations relayées par les médias locaux, il s'agit de la première distillerie de canne à sucre

du pays. Fruit d'un investissement de 18 milliards FCFA (32,2 millions \$), cette infrastructure est dotée d'une capacité de production de 12 millions de litres d'alcool extra-neutre (AEN) par an. Avec un degré de pureté dépassant 96 %, l'AEN constitue une matière première polyvalente. Il est surtout utilisé dans l'industrie agroalimentaire pour la production de spiritueux, mais sert également dans l'industrie pharmaceutique pour la fabrication des désinfectants et solutions antiseptiques ou encore dans l'industrie cosmétique pour la fabrication de parfums et de lotions.

Selon les responsables de l'entreprise, la capacité de production de la distillerie pourrait couvrir jusqu'à 50 % des besoins nationaux actuellement satisfaits par les marchés extérieurs. L'usine se servira de la mélasse (sous-produit rejeté lors de la fabrication du sucre) comme matière première pour soutenir sa production. Il faut noter que la SUCAF produit plus de 120 000 tonnes de sucre par an ce qui en fait le principal opérateur sucrier du pays. La mise en exploitation de la nouvelle distillerie traduit également la volonté de l'entreprise de renforcer son intégration in-

dustrielle. « Cette distillerie reflète notre ambition de développer une agroindustrie intégrée et créatrice de valeur locale, capable de répondre aux besoins du continent tout en renforçant les économies nationales », a déclaré Olivier Parent, président-directeur général du groupe français Somdia, maison mère de la SUCAF-CI. En valorisant un sous-produit de ses activités, SUCAF-CI transforme un flux jusque-là peu exploité en une source de revenus additionnels et tient une opportunité d'augmenter ses recettes au cours des prochaines années.

Agence

## FINANCE CLIMATIQUE

## Le Togo crée un guichet unique dédié aux initiatives vertes

**L**e Togo cherche à faciliter l'accès aux financements climatiques, améliorer la gouvernance environnementale et soutenir une croissance durable et résiliente. Des enjeux écologiques sur lesquels les autorités souhaitent capitaliser pour renforcer l'attractivité du pays. Le Togo se dote d'un guichet unique pour mobiliser les financements climatiques, dénommé « Fonds Vert Togo ». Le projet a été matérialisé par un décret pris en Conseil des ministres, mercredi 6 mai 2026, fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de ce nouveau mécanisme destiné à centraliser et orienter les financements consacrés à l'environnement et au climat. Ce nouvel instrument remplace le Fonds national de l'environnement et doit permettre de financer des projets liés aux énergies renouvelables, à la résilience climatique ou à la gestion durable des ressources naturelles, à travers la mobilisation de ressources publiques et privées, nationales et internationales. « Ce décret s'inscrit dans la dynamique de renforcement de la gouvernance environnementale et d'adaptation des instruments nationaux aux enjeux croissants liés aux changements climatiques et à la finance verte », indique le communiqué du Conseil des ministres.

Capter davantage de financements climatiques Avec ce dispositif, les autorités cherchent à renforcer la crédibilité du pays auprès des bailleurs et investisseurs spécialisés dans la finance verte. Le décret intervient dans un contexte où Lomé multiplie les initiatives pour accéder aux financements climatiques internationaux. Récemment, le Togo a obtenu un financement de 15,3 milliards FCFA auprès de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) pour un projet de résilience climatique soutenu par le Fonds vert pour le climat, destiné notamment à renforcer les systèmes d'alerte précoce et la gestion des catastrophes naturelles. En 2025, le pays avait également sécurisé un mécanisme de mobilisation de 200 millions d'euros avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD), Deutsche Bank et Legal & General. Ces ressources devront financer des projets verts et sociaux dans des secteurs comme l'agriculture durable, l'énergie propre, l'adaptation climatique et la biodiversité.

R I.

## ÉNERGIE

## Le Mozambique prône un nouveau paradigme dans l'exploitation des ressources

**M**algré d'importantes ressources naturelles en gaz naturel, en graphite, entre autres, le Mozambique reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Une situation liée en partie à un modèle économique long-temps centré sur l'exportation de matières premières brutes. Au Mozambique, le président Daniel Chapo (photo) a appelé à un changement de paradigme dans la gestion des ressources naturelles, notamment énergétiques du pays. Le dirigeant a exprimé cette position lors de la 12ème Conférence minière et énergétique du Mozambique (MMEC 2026), tenue les mercredi 6 et jeudi 7 mai à Maputo. « Ce qui est en jeu ici, c'est un changement de paradigme. Nous nous éloi-

gnons définitivement d'une logique d'exploration des ressources pour entrer dans une logique de transformation économique et sociale pour tous les Mozambicains », a-t-il déclaré, selon des propos rapportés par Club of Mozambique. Pour le président, chaque ressource extraite doit se traduire en gains concrets pour le pays, au-delà de la simple exportation de matières premières. Cette vision s'appuie sur un cadre législatif en cours de révision. Dès son investiture en janvier 2025, Chapo avait pris l'engagement de restructurer le secteur minier ainsi que le secteur pétrolier et gazier. L'objectif central est de transformer les ressources naturelles du pays en moteurs durables de développement, a-t-il rap-

porté dans une lettre accompagnant une proposition de révision de la loi minière, toujours rapportée par le média local. Ce texte prévoit notamment des incitations à la transformation des ressources à l'intérieur du pays et la promotion des entreprises nationales dans la chaîne de valeur. En ce qui concerne l'énergie, cette ambition trouve un écho concret dans le secteur gazier. Lors de la reprise du projet Mozambique LNG en janvier dernier, TotalEnergies a indiqué que les contrats attribués aux entreprises locales devraient représenter plus de 4 milliards de dollars. A ceux-ci s'ajouteront jusqu'à 7000 emplois directs créés pour les Mozambicains pendant la phase de construction.

## Un discours à l'épreuve des réalités

113ème sur 191 pays au classement de l'Indice de développement humain 2023 du Programme des Nations unies pour le développement, le Mozambique dispose pourtant de ressources énergétiques considérables. Ses réserves de gaz naturel dans le bassin du Rovuma sont estimées à plus de 100 trillions de pieds cubes, les plus importantes d'Afrique orientale, selon l'U.S. Energy Information Administration (EIA). Le pays est par ailleurs le 3ème producteur mondial de graphite et détient d'importantes réserves de charbon et de titane.

R I.

## POINT-MARCHÉS

# Courir après l'IA

La semaine aura été particulièrement volatile pour les places européennes, avec un violent rebond sur fond d'espoirs de paix au Moyen-Orient et de chute des cours pétroliers. Les indices ont dans un second temps été rattrapés par les nouvelles frappes américaines, remettant en cause le cessez-le-feu, tandis que Téhéran n'a toujours pas validé le protocole d'accord.

Wall-Street a pour sa part fait cavalier seul, enchaînant les records, toujours portée par les valeurs IA. La volatilité devrait donc perdurer au gré des rebondissements dans le détroit d'Ormuz.

### TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

**Tops**  
Flex+55,04 % : le titre a bondi après les résultats annuels et surtout l'annonce du projet de scission de l'activité Cloud and Power Infrastructure, qui cristallise la valeur liée aux data centers.

Brembo+32,38 % : le spécialiste des systèmes de freinage automobile connaît un rebond violent après la publication de son T1 et surtout le relèvement de la perspective 2026, qui efface la défiance née du scénario de stagnation présenté en mars. Plusieurs analystes ont revalorisé.

Soitec+34,97 % : le marché joue le redressement cyclique et l'exposition Edge & Cloud AI, malgré des bénéfices encore limités et une volatilité extrême. Le titre a est clairement le pari IA du marché français, avec une ascension vertigineuse de plus de 550% depuis le 1er janvier.

Datadog+42,43 % : le marché a salué un T1 très supérieur aux attentes et un relèvement massif des objectifs 2026, porté par la demande liée à l'IA et à l'observabilité cloud.

Umicore+27,01 % : le groupe de recyclage belge surfe sur un bon T1, porté par les métaux, et du relèvement de la guidance d'EBITDA 2026 autour de 1 Mdeur. Berenberg a relevé son objectif de cours de 21,60 à 23,50 EUR.

Hochtief+20,08 % : le titre poursuit sa revalorisation sur le thème infrastructures / data centers, avec un marché qui valorise la visibilité et les marges du groupe.

Corning+18,12 % : le catalyseur majeur de la semaine est l'accord avec Nvidia dans la fibre optique pour l'infrastructure IA, avec une forte montée en capacité industrielle aux Etats-Unis.

Prysmian+18,84 % : la dynamique reste tirée par le T1 2026 et le thème structurel de l'électrification, avec un marché toujours prêt à payer la croissance des câbles. Le CEO a précisé que Prysmian était sur le point de conclure des accords à long terme avec des hyperscalers.

Continental+10,13 % : les résultats du T1 ont rassuré, avec des ventes supérieures aux attentes, une guidance confirmée et une amélioration des marges dans les pneus/ContiTech.

Logitech+9,85 % : les derniers trimestriels ont démontré une fois encore la capacité du groupe à continuer de surprendre positivement, avec une exécution jugée solide dans un environnement de demande pourtant banal.

Safran+4,87 % : les valeurs cycliques ont profité d'une perspective de normalisation de la situation au Moyen-Orient, positive à la fois pour l'économie mondiale et pour les clients du motoriste comme les compagnies aériennes.

Compagnie Financière Richemont+6,67 % : encore une affaire de valeurs cycliques. Le secteur du luxe profite de l'apaisement (relatif) en Iran pour rebondir. Le secteur est à la fois dépendant des voyages et de la riche clientèle des Pays du Golfe.

### Flops

Rovi-20,84 % : lourde sanction pour le laboratoire espagnol, pénalisé par la chute

du bénéfice au T1 et surtout de l'abaissement de la guidance 2026, lié aux retards CDMO, à l'héparine et aux pressions de prix.

Zoetis-27,44 % : la sanction vient d'un T1 décevant et d'une baisse des prévisions annuelles, avec une faiblesse marquée du marché américain des animaux de compagnie.

CSG-0,02 % : la semaine a été dominée par l'attaque du vendeur à découvert Hunterbrook sur le groupe de défense tchèque, critiqué pour son modèle économique. CSG a contesté, sans pouvoir inverser totalement la baisse du titre.

Alcon-15,54 % : les revenus trimestriels sont loin d'avoir impressionné. La star des lentilles de contact a publié des ventes inférieures aux attentes et fait état d'une pression sur les marges, malgré une guidance de bénéfice relevée.

Davide Campari-10,79 % : le marché a sanctionné un T1 atone et inférieur aux attentes, avec une baisse organique des revenus qui relance les inquiétudes sur la dynamique des spiritueux

Coupage-17,53 % : la variation négative s'explique par le retour en perte nette au T1 et la forte contraction de l'EBITDA ajusté, malgré une croissance encore positive du chiffre d'affaires.

### Matières premières

**Energie** : La situation reste instable autour du détroit d'Ormuz mais le marché préfère voir le verre à moitié plein. Après tout, les Etats-Unis et l'Iran négocient directement ou indirectement. Cela permet aux prix pétroliers d'entamer une décline : le Brent s'échange en baisse autour de 100 USD, le WTI cède également du terrain à 95 USD. Ce reflux reste néanmoins bien fragile compte tenu des tensions toujours importantes au Moyen-Orient. De nouveaux affrontements militaires ont eu lieu vendredi près du détroit d'Ormuz. Donald Trump a minimisé ces incidents et affirme que le cessez-le-feu reste en vigueur. Les perspectives sur la dynamique des cours est plutôt binaire : la signature d'un accord de paix pour rouvrir le détroit d'Ormuz ferait baisser les prix. À l'inverse, tout retard dans les négociations maintiendra les prix à la hausse.

**Métaux** : L'or progresse et vibre, tout comme le pétrole, au gré des développements au Moyen-Orient. Un accord potentiel réduirait significativement les craintes liées à l'inflation énergétique. Face à une inflation maîtrisée, la Réserve fédérale américaine pourrait baisser ses taux d'intérêt plus facilement. Rappelons que l'or devient plus attractif lorsque les taux d'intérêt diminuent, car ce métal ne génère aucun rendement direct pour les investisseurs. Cependant, la hausse de l'or reste limitée par les incertitudes persistantes. L'Iran refuse pour le moment de rouvrir le détroit d'Ormuz. L'once d'or progresse donc à 4730 USD. L'argent suit cette tendance avec une progression de 7% à 81 USD. A Londres, le cuivre enregistre sa meilleure performance hebdomadaire depuis le mois de janvier. La tonne de cuivre s'échange à 13393 USD (échéance 3 mois). L'offre mondiale est mise à rude épreuve, c'est ce qui contribue à cette hausse. Premièrement, l'entreprise minière Freeport-McMoRan repousse le retour à pleine capacité de sa mine de Grasberg en Indonésie, l'une des plus importantes au monde.

Deuxièmement, les blocages dans le détroit d'Ormuz perturbent l'approvisionnement en acide sulfurique, un composant indispensable pour la production de cuivre.

**Produits agricoles** : Blé, maïs et soja entament une séquence de respiration à Chicago. Les prix cèdent du terrain cette semaine. Le blé s'échange ainsi autour de 614 cents (contrat échéance juillet 2026). Le marché surveille de près la météo aux États-Unis où la sécheresse frappe la zone de production du blé américain. La hausse s'accélère du côté du cacao, qui progresse d'environ 20% cette semaine. Les inquiétudes grandissent sur les perspectives de récoltes en Afrique de l'Ouest en raison d'une pénurie d'engrais.

### Macroéconomie

**Macro** : Encore une bonne surprise sur l'emploi américain. En avril, l'économie américaine a créé 115 000 emplois. C'est bien plus que les 65 000 anticipés par les économistes. Le taux de chômage reste toutefois stable (4,3%), comme attendu.

C'est la première fois depuis un an que l'économie américaine crée des emplois sur deux mois consécutifs. Ce rapport va dans le sens des statistiques publiées ces dernières semaines : l'économie américaine se porte bien, le marché de l'emploi reste solide et la Fed peut se concentrer sur l'autre partie de son mandat (l'inflation). Depuis le dernier meeting, la question n'est en effet plus de savoir quand la Fed va baisser les taux. Désormais, tout le monde s'interroge sur l'opportunité de les remonter. Dans ce contexte, les taux d'intérêt se maintiennent proches de leurs plus hauts niveaux de l'année. Le 10 ans américain est autour des 4,4%.

**Crypto** : Le bitcoin progresse de +1,3% de-

puis lundi et flirte avec les 80 000 USD. Du côté des ETF Bitcoin Spot, l'accumulation se poursuit massivement, avec une sixième semaine consécutive d'entrées nettes dans ces produits boursiers, soit 3,5 MrdsUSD d'argent frais collectés sur cette période.

Cela porte l'encours total à 107 MrdsUSD, ce qui représente 6,67% de l'ensemble des bitcoins en circulation. Pour l'instant, le leader des cryptos suit la même tendance qu'au mois d'avril, en étant négocié sur les marchés avec une dynamique similaire de celle des valeurs de la tech. Mais si, auparavant, le bitcoin avait tendance à amplifier les mouvements à la hausse comme à la baisse, les investisseurs semblent au-

jourd'hui préférer avancer leurs pions sur l'IA plutôt que sur les cryptos. La volatilité est donc bien moins spectaculaire qu'à une époque côté bitcoin. Du côté des autres cryptomonnaies, l'ether (ETH) recule de -2%, autour des 2 200 USD, Solana (SOL) progresse de +5%, à 88 USD, et XRP (XRP) reste à l'équilibre, à 1,38 USD.

L'IA et le détroit d'Ormuz. Le détroit d'Ormuz et l'IA. Ce sont à peu près les deux seuls sujets qui occupent nos journées en ce moment. Et à la fin, c'est l'IA qui gagne et les indices américains qui marquent de nouveaux sommets. Wall Street enchaîne en effet une sixième semaine de hausse consécutive, bien aidé par une excellente saison des résultats.

La bonne nouvelle, c'est que la semaine prochaine nous permettra peut-être de parler d'autre chose. Le premier temps sera la séquence macro, avec une série de statistiques autour de l'inflation américaine. Puis, les regards se tourneront vers la Chine où Donald Trump est attendu pour une visite de deux jours, jeudi et vendredi. Mais la guerre en Iran ne devrait jamais être bien loin.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



### COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Mai 2026  
Valeur : 11 Mai 2026

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.1096	132.1246
1	EUR	EURO		155.3609	155.4050
1	GBP	POUND STERLING		179.9123	179.9572
100	JPY	JAPANESE YEN		84.5177	84.5543
1	CNY	CHINESE YUAN		19.4222	19.4264
1	CHF	SWISS FRANC		169.8503	169.9133
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.9398	96.9793
1	DKK	DANISH KRONE		20.7981	20.8060
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3190	14.3232
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2983	14.3028
1	AED	UAE DIRHAM		35.9638	35.9777
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2198	35.2257
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.3079	431.4977
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.2908	45.7460
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3796	14.3812
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8204	20.9270
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3136	3.3239
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.9086	181.9086

4% D'INFLATION DANS L'OCDE

# Retour en force de la pression énergétique

L'inflation dans la zone OCDE est repartie nettement à la hausse en mars, atteignant 4% contre 3,4% le mois précédent. Cause principale : le bond des prix de l'énergie, qui a grimpé de 8,6 points pour atteindre son plus haut niveau depuis février 2023. Dans la zone euro, la tendance s'accroît encore en avril, avec une inflation estimée à 3%.

Par Rédaction Internationale

L'inflation globale dans la zone de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a augmenté à 4% en mars 2026, contre 3,4% en février, sous l'effet d'une hausse de 8,6 points de l'inflation de l'énergie, a indiqué mardi l'Organisation.

L'inflation de l'énergie en glissement annuel a ainsi atteint 8,1% en mars, son plus haut niveau depuis février 2023. Elle a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE, alors qu'elle est restée globalement stable en Colombie et n'a diminué qu'au Costa Rica et en Slovaquie. L'inflation globale a augmenté dans 33 des 37 pays pour lesquels des données mensuelles étaient disponibles, stable dans deux autres et a baissé en Slovaquie et en Turquie. En revanche, l'inflation de l'alimentation a di-



minué dans l'ensemble de la zone OCDE, avec des baisses dans les deux tiers des pays.

**Dans le G7 et la zone euro, la même tendance**

Au sein du G7, l'inflation est passée de 2,1% en février à 2,8% en mars, reflétant principalement un bond des prix de l'énergie à 8,2%. L'inflation a

augmenté dans tous les pays du G7, avec des hausses remarquables en Allemagne, aux États-Unis et en France. Malgré ces hausses, l'inflation de l'énergie est restée négative au Japon, où des subventions gouvernementales étaient en vigueur, comme c'était également le cas en Italie. Dans la zone euro, l'inflation globale a atteint 2,6% en mars, son plus haut niveau depuis

juillet 2024, après 1,9% en février. Là encore, l'inflation de l'énergie a fortement grimpé pour atteindre 5,1%, positive pour la première fois depuis février 2025. En revanche, l'inflation de l'alimentation a baissé à 2,2%, son plus bas niveau depuis février 2025.

L'estimation rapide d'Eurostat citée par l'OCDE évoque même une nouvelle hausse de l'inflation globale dans la zone euro en avril, qui aurait atteint 3%, « sous l'effet principalement d'une forte hausse de l'inflation de l'énergie, qui aurait atteint 10,9% ».

Dans le G20, l'inflation globale a atteint 4% en mars, après 3,7% en février. Elle a baissé en Indonésie – après trois mois consécutifs de hausse – ainsi qu'en Argentine et en Chine. Elle a en revanche augmenté au Brésil et en Inde, et est restée globalement stable en Afrique du Sud et en Arabie saoudite.

ALLEMAGNE

## Pourquoi l'économie allemande est étouffée par la mise en scène politique

L'Allemagne se trouve à un carrefour économique et social périlleux. Bien que les crises – stagnation économique, effondrement des systèmes de retraite et de santé, pression fiscale excessive – soient connues depuis des années, le gouvernement de coalition centre-droit/centre-gauche du chancelier Friedrich Merz reste embourbé dans des querelles intestines et un imbroglio politique. Craignant de perdre des électeurs, la coalition évite de véritables réformes structurelles et se contente de compromis vagues. Au lieu d'une stratégie de croissance pourtant indispensable, un débat paralysant sur la redistribution domine, étouffant l'investissement et poussant de plus en plus les Allemands les plus brillants à

s'expatrier. Cette analyse explique pourquoi le temps presse sur la scène politique berlinoise et pourquoi le pays a besoin d'urgence d'un nouveau discours ambitieux sur la méritocratie avant que le déclin progressif ne devienne irréversible. Ce dont nous avons besoin, disent des experts, ce n'est pas du 47e plan directeur ni du prochain programme d'urgence, mais d'un modèle commun de politique économique de base. L'Allemagne n'a pas besoin d'un nouveau conflit sur la distribution d'électricité – elle a enfin besoin du courage de se développer. L'Allemagne est confrontée à un paradoxe troublant. Les difficultés économiques sont connues depuis des années, les réformes nécessaires font l'objet de

débats publics et les acteurs politiques savent fondamentalement ce qu'il faut faire. Pourtant, les progrès sont insuffisants. Le gouvernement de coalition centre-droit/centre-gauche, dirigé par le chancelier Friedrich Merz, est au pouvoir depuis début 2025, a signé un accord de coalition global, et pourtant, l'impression se fait de plus en plus sentir que la vie politique quotidienne est davantage faite de luttes intestines et de tergiversations que de décisions politiques décisives. Cette situation frustre non seulement les citoyens, mais aussi les entreprises, les économistes et, de plus en plus, même les partenaires de la coalition eux-mêmes. Le moteur économique allemand s'essouffle. Le produit intérieur brut

stagne : après deux années de récession, l'économie n'a progressé que de 0,2% en 2025, selon l'Office fédéral de la statistique. Cette croissance est imputable presque exclusivement à la consommation des ménages et aux dépenses publiques, tandis que les exportations ont de nouveau reculé, les investissements sont restés faibles et le secteur manufacturier a enregistré des pertes pour la troisième année consécutive. Le Conseil des experts économiques prévoyait une croissance de 0,9% pour 2026, une projection déjà fortement revue à la baisse par les instituts de recherche économique, compte tenu de la guerre en Iran et du choc énergétique du printemps 2026.

R.E

ESPAGNE

## La guerre va faire exploser l'inflation

Alors que la guerre contre l'Iran s'intensifie et que le détroit stratégique d'Ormuz est fermé, les premières répercussions économiques apparaissent déjà en Espagne. Selon une première analyse du centre d'études économiques Funcas, l'impact reste pour l'instant limité mais pourrait se faire sentir sur l'inflation, la consommation et la croissance si le conflit se prolonge.

Funcas part d'une hypothèse prudente : une guerre d'une durée d'environ trois mois. Dans ce scénario, l'inflation en Espagne pourrait dépasser les 3% d'ici l'été avant de redescendre

vers 2,5% en fin d'année. La croissance économique serait également légèrement revue à la baisse, avec un PIB attendu à 2,2% en 2026, soit deux dixièmes de moins que les prévisions initiales. Cerné par les affaires judiciaires, sans pouvoir faire adopter les budgets depuis 3 ans, la forte croissance espagnole est la bouée de sauvetage de Pedro Sánchez pour ne pas dissoudre le Parlement et déclencher, de fait, des élections législatives anticipées. Devant la presse aux côtés du Premier ministre portugais Luís Montenegro, Pedro Sánchez a maintenu une ligne claire : pour l'Espagne, cette

intervention militaire « est une énorme erreur » et « ne respecte pas le droit international ». Selon le chef de l'exécutif espagnol, cette guerre aura des conséquences lourdes, déjà visibles à travers la hausse des prix du pétrole et du gaz et les victimes qu'elle pourrait provoquer. Les faits viennent cependant contredire les paroles. Hier, la presse se faisait l'écho des archives du ministère de l'Économie : depuis l'arrivée au pouvoir de Pedro Sánchez en 2018, ce sont plus de 7 millions d'euros d'armes fabriquées en Espagne qui ont été vendues en Iran. Donald Trump, peu de temps auparavant,

avait lâché une phrase lourde de conséquences : avec son comportement envers les terroristes, l'Espagne met en danger la vie des Américains. Tentant de faire baisser la pression, le Premier ministre a rappelé son « respect pour la présidence des États-Unis » et son « admiration pour la société américaine ». Mais il estime que la loyauté entre alliés implique aussi de signaler lorsqu'une décision est erronée. « Entre pays alliés, il est bon d'aider quand on a raison, mais aussi de dire quand on se trompe », a-t-il déclaré.

Agence

LUXEMBOURG

## 2026 initialement placée sous le signe de la compétitivité

Dans son dernier rapport annuel, IDEA est revenue sur les différentes crises et défis à relever au Luxembourg, mais surtout sur la perception que les décideurs se font d'une année 2026 initialement placée sous le signe de la compétitivité.

La menace que peut représenter l'IA pour certains profils de jeunes travailleurs qualifiés pourrait avoir des conséquences négatives pour l'économie luxembourgeoise.

Les années passent et l'inquiétude persiste. C'est ainsi qu'on pourrait résumer le comparatif des trois derniers « Consensus économiques » de décideurs menés par IDEA. Le principe est simple : les économistes du think tank lancent une consultation en interrogeant plusieurs décideurs économiques, politiques, partenaires sociaux et économistes. L'objectif est alors de cerner leur ressenti personnel quant aux principales tendances d'évolution de la conjoncture, le scénario macroéconomique le plus probable, ainsi que les grands défis politico-économiques du Grand-Duché et les réponses à apporter à ces derniers.

Pour cette édition 2026, ce sont 300 personnes qui ont été sélectionnées pour composer le panel. Parmi elles, 114 personnes ont répondu au questionnaire personnel et anonyme (12 questions en ligne), soit un taux de réponse de 38%, en léger retrait par rapport au taux observé pour le consensus de février 2025 (43%). Et cette fois encore, le constat global est résolument pessimiste.

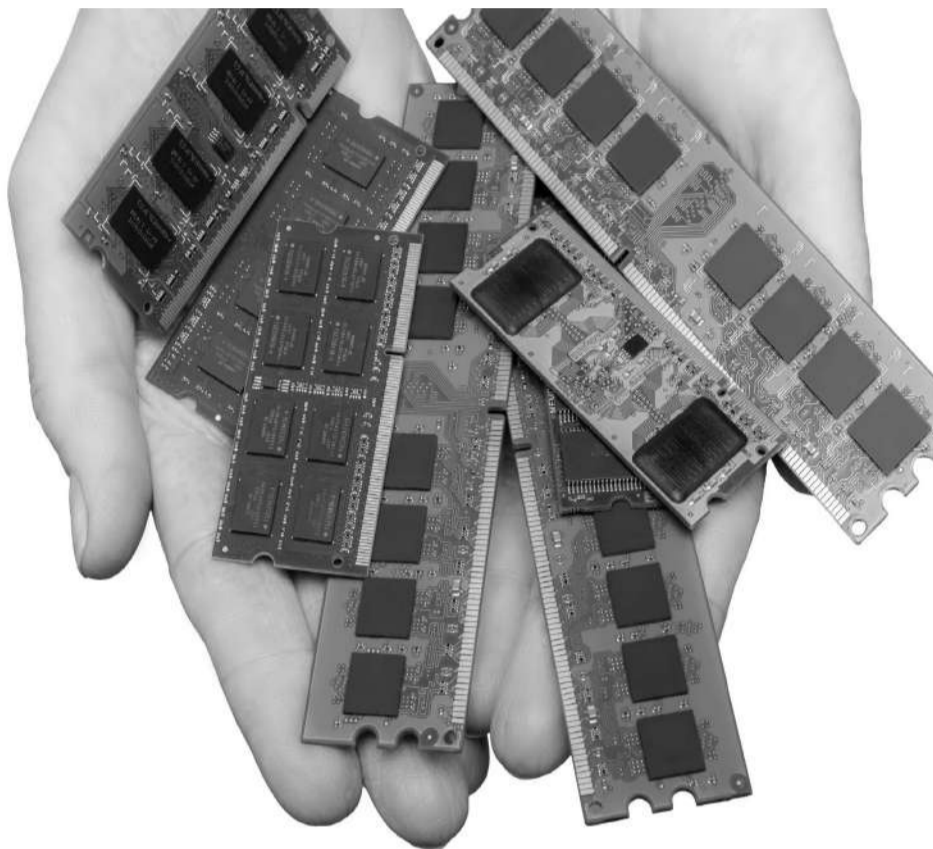
Globalement, aucun des répondants n'imagine que le Luxembourg retrouvera, dans les cinq années à venir, les niveaux de croissance de l'âge d'or du pays (de 1996 à 2007). Leur anticipation de croissance à moyen terme s'est d'ailleurs fortement détériorée, avec 48,2% des répondants prévoyant un ralentissement économique en dessous de 1,5% de croissance entre 2026 et 2031. En 2025, ils étaient 19,1% d'entre eux à penser cela.

R.E

## CRISE DE LA RAM

# Les géants de la tech multiplient les offres incroyables à SK Hynix

Avec la pénurie exceptionnelle de RAM vécue aujourd'hui par le monde de la tech, les producteurs sont à la fête. La preuve, avec les offres incroyables qui affluent sur le bureau de SK Hynix.



L'intelligence artificielle est une technologie qui a déjà bouleversé de nombreux secteurs depuis son émergence fin 2022 avec l'arrivée de ChatGPT sur le marché. C'est le cas notamment du marché des puces, et plus récemment surtout, de la RAM, qui a dû faire face à un accroissement gigantesque de la demande, entraînant une pénurie de RAM qui a fait mal à presque toutes les entreprises de la tech, mais a comblé les trois fournisseurs

mondiaux du secteur. Et ces derniers sont l'objet de toutes les attentions, comme on peut le voir avec SK Hynix.

### SK Hynix reçoit des offres inhabituellement généreuses

Au vu du manque de RAM qu'il y a sur la planète, on peut imaginer que les fournisseurs sont particulièrement courtisés. Mais les attentions atteignent un niveau ja-

mais vu, comme nous le montre Reuters, qui a eu accès à certaines des offres qui ont été faites au Sud-Coréen SK Hynix.

Ce dernier s'est ainsi vu proposé par un client de tout simplement bénéficier d'investissements de ce dernier dans ses propres lignes de production de composants mémoires. Un autre a totalement ouvert son portefeuille et a proposé de financer l'acquisition de machines de lithographie par rayonnement ultraviolet extrême (EUV) d'ASML, qui valent plusieurs centaines de millions de dollars pièce.

### Il faudra du temps aux producteurs de RAM pour s'adapter à une hausse structurelle de la demande

Mais malgré ces offres très alléchantes, SK Hynix ne cède pas facilement. Premièrement, la société ne souhaite pas s'attacher à des clients en particulier, à travers de contrats très alléchants sur le moment, mais qui l'obligeraient à fournir des puces à terme à un prix plus bas que celui du marché. Et de manière plus pragmatique, « quel que soit le type d'offre, la capacité disponible est pratiquement nulle à l'heure actuelle » a expliqué une source de Reuters.

Le mois dernier, Samsung et SK Hynix avait expliqué qu'il faudrait du temps à ces entreprises pour s'adapter à une « croissance structurelle » de la demande IA. De plus, une autre source de Reuters a indiqué que les fournisseurs de puces faisaient très attention à ne pas être perçus comme favorisant plutôt un client plutôt qu'un autre. « Ils ne veulent pas "miser sur un cheval" dans la course à l'IA et finir par parier sur le mauvais » a-t-il été expliqué.

## Samsung passe le cap symbolique du billion de dollars grâce à ses puces mémoire



C'est une belle période pour les entreprises capables de produire des puces. La preuve, avec les résultats exceptionnels atteints en ce moment par Samsung. Avec le boom de l'intelligence artificielle, la demande en puce a tout simplement explosé. Résultat, c'est d'abord NVIDIA, fournisseur des meilleurs GPU du marché, qui a vu sa valeur exploser, au point de devenir l'entreprise affichant la plus forte capitalisation de la planète. Derrière, ce sont les besoins en RAM qui ont crevé le plafond, faisant cette fois la fortune des trois acteurs fournissant le monde dans cette matière, à savoir Micron, SK Hynix, et surtout... Samsung. Une entreprise qui a rarement vécu une période aussi faste.

### Samsung est la deuxième firme asiatique à atteindre les 1 000 milliards de dollars de capitalisation

Samsung affiche des résultats exceptionnels, portés par les revenus qui explosent de sa division semi-conducteurs - cette dernière bénéficiant à plein des prix en très forte hausse de la RAM. La période est tellement faste que le groupe sud-coréen a vu le cours de son action monter très violemment au milieu de la semaine. Et ce, au point de voir sa capitalisation atteindre pour la première fois les 1 000 milliards de dollars. Un seuil notable, que peu d'entreprises ont réussi à dépasser à travers la planète, et surtout qui est très rare pour les sociétés asiatiques. Samsung est en effet seulement la deuxième société de la région à atteindre ce stade, derrière le fondeur taïwanais TSMC.

### Apple cherche à se diversifier, et Samsung pourrait saisir l'opportunité

Il faut dire que les revenus de sa division semi-conducteurs pour le premier trimestre communiqués la semaine dernière ont dépassé toutes les attentes, s'établissant à 36 milliards de dollars (contre 24,4 milliards de dollars attendus). Et cette semaine, c'est une rumeur en lien avec Apple qui a boosté le cours de son action.

On apprenait en effet il y a quelques jours que la firme de Cupertino ne pourrait pas obtenir de la part de TSMC le volume de puces A19 et A19 Pro voulu. En conséquence, le groupe aurait entamé des discussions avec Intel et Samsung pour éventuellement passer commande auprès de ces sociétés pour une partie de ses processeurs. Les prochains mois s'annoncent donc assez ensoleillés pour Samsung, qui entame par ailleurs une montée en puissance dans le 2 nm.

## Non, les Google Pixel ne vont pas se transformer en iPhone

Les utilisateurs de Pixel qui redoutaient de voir Android adopter l'esthétique Liquid Glass peuvent être rassurés. Google vient de couper court aux spéculations : les smartphones de la marque n'adopteront pas l'esthétique popularisée par Apple. Le design Liquid Glass, présenté par Apple avec ses nouvelles versions logicielles, ne servira pas de modèle aux téléphones Pixel. C'est le message envoyé par Sameer Samat, président d'Android chez Google, après la diffusion d'un montage imaginant un smartphone Android habillé d'une interface proche de celle d'Apple. Sa réponse, relayée par 9to5Google, a été directe : « Ça n'arrivera pas ! Vous êtes fous. »

### Google coupe court aux comparaisons avec Liquid Glass

La confusion est partie d'une courte vidéo teaser publiée pour The Android Show: I/O. On y voyait la mascotte Android actionner un interrupteur avant de devenir translucide. Ce simple effet visuel a suffi à alimenter l'idée que Google préparait une interface plus proche de celle d'iOS, avec des jeux de transparence rappelant Liquid Glass. La réaction de Sameer Samat visait donc à fermer la porte à cette éventualité. Pour les Pixel, Android ne va pas reprendre l'identité gra-



phique introduite par Apple. Le message est d'autant plus frappant que les smartphones de Google servent de vitrine à Android, même si le système d'exploitation est aussi utilisé par d'autres fabricants. Cette distinction a son importance puisque des marques comme Oppo ou Xiaomi proposent leurs propres versions d'Android, parfois modifiées avec des éléments visuels évoquant Liquid Glass. Samsung a également repris certains codes graphiques proches de ceux d'Apple. Mais ces choix ne signifient pas que Google compte appliquer la même direction à ses Pixel.

### Android entend bien rester... Android

Pour rappel, Apple a introduit Liquid Glass avec iOS 26, iPadOS 26, macOS 26, watchOS 26 et tvOS 26. L'objectif était d'unifier l'apparence de ses différentes plateformes logicielles. Ce changement a fortement marqué les utilisateurs d'Apple, sans pour autant faire l'unanimité.

Google, de son côté, s'appuie depuis 2014 sur Material Design. Ce langage visuel a évolué à plusieurs reprises au fil des années. En 2025, l'entreprise a présenté Material 3 Expressive, une évolution

centrée sur des animations plus naturelles, plus souples, ainsi que sur des thèmes de couleurs dynamiques.

De toute évidence, cela ne veut pas dire qu'Android restera figé. Selon les dernières rumeurs, Google pourrait intégrer davantage d'effets de flou dans Android 17. L'idée serait plutôt d'aller vers un rendu plus plat, avec une apparence de verre dépoli, et non vers une imitation de Liquid Glass. Le géant de Mountain View doit nous en apprendre plus sur Android 17 le 12 mai prochain.

ALORS QUE SES ÉLECTRIQUES PEINENT À SE VENDRE

# General Motors investit 691 millions de dollars pour produire plus de V8

Entre des droits de douane élevés et à l'évolution incertaine ainsi que des voitures électriques qui peinent à trouver leur clientèle, le climat pourrait sembler maussade pour General Motors. Pourtant, la marque vient d'annoncer un investissement massif : 691 millions de dollars canadiens dans son usine de St. Catharines, en Ontario, au Canada, pour produire encore plus de moteurs V8. Une motorisation préférée des Nord-Américains, qui est en voie de disparition partout ailleurs sur la planète.

Alors qu'en Europe, l'heure est au downsizing massif, à l'hybridation et à l'électrification depuis plusieurs années déjà, l'Amérique du Nord résiste et reste fidèle à ses grands principes. General Motors va donc investir 691 millions de dollars canadiens dans son usine de St. Catharines, dans la province de l'Ontario au Canada, pour produire plus de V8 pour ses pick-up et utilitaires. Cette mécanique reste la motorisation reine. On pourrait croire que c'est un cliché en train de s'effacer, mais la réalité est autre. Si les six, voire les quatre cylindres sont omniprésents sur les véhicules compacts et familiaux, la clientèle reste attachée aux huit cylindres pour les usages intensifs et les sportives. Stellantis s'est, par exemple, confronté à cette réalité. Après avoir abandonné le V8 sur ses Ram pour un six cylindres, le groupe a fait marche arrière. Même constat pour sa Dodge Charger, qui ne rencontre pas le succès de sa devancière depuis qu'elle est passée aux six cylindres et à l'électrique. Pas question pour General Motors de faire cette erreur. Les Chevrolet Camaro et Chevrolet Corvette restent disponibles en V8, tout comme les grands SUV ainsi que les pick-up, qui re-



présentent l'essentiel des ventes du groupe en Amérique du Nord. L'usine qui recevra ces investissements produit par ailleurs le Chevrolet Silverado. Avec 580 268 immatriculations en 2025 aux États-Unis, il s'agit du véhicule le plus diffusé du groupe et de la deuxième meilleure vente dans le pays derrière son concurrent de toujours, le Ford F-150. Bien entendu, sa gamme fait la part belle aux V8, malgré des options à quatre et six cylindres.

## Une campagne d'investissement après un plan social

Depuis 2020, General Motors a investi 3,3 milliards de dollars canadiens dans ses usines d'Ontario. Une somme colossale, mais cohérente quand on prend en compte que certains de ces sites existent depuis plus de 70 ans. En parallèle, tout n'est pas rose pour ces succursales. Depuis

octobre 2025, le site d'Ingersoll est à l'arrêt. Il produisait une fourgonnette de livraison électrique, la Chevrolet Bright-Drop, mais celle-ci n'a pas rencontré le succès et, depuis son arrêt, l'usine n'a pas été réaffectée. L'usine de St. Catharines a déjà reçu 828 millions de dollars sur la même période, mais a subi un plan social. Le site est passé de trois à deux équipes de production, supprimant 500 emplois dans la foulée. La politique protectionniste de Donald Trump a poussé le groupe à rapatrier des activités, et les emplois qui vont avec, dans des usines aux États-Unis. Les investissements permettront d'adapter les lignes de production à une nouvelle génération de V8, qui devraient équiper les Silverado et autres grands SUV comme le Cadillac Escalade. Pour le moment, le groupe n'a pas évoqué en détail les caractéristiques de ce bloc 6,7 L, qui sera également produit dans les usines de Tonawanda et Flint aux États-Unis. General Motors avance seulement que les performances seront en hausse et les émissions polluantes en baisse. Par ailleurs, aucun délai n'a été communiqué, qu'il s'agisse de l'injection des fonds ou de l'entrée en production du nouveau bloc.

## POUR CÉLÉBRER LE QUART DE SIÈCLE DE L'UNE DE SES SPORTIVES LES PLUS MYTHIQUES Volkswagen prépare un modèle hommage radical

Elle n'a pas l'aura de sa petite sœur la GTI, qui fête d'ailleurs son cinquantième anniversaire, pourtant, la Golf R a su se faire une belle place dans le cœur des amateurs. Volkswagen prépare déjà la célébration de son quart de siècle en 2027, non pas avec une simple série spéciale, mais en revenant à la compétition sur piste. Le constructeur vient de présenter le concept d'un modèle destiné à la piste avec un objectif clair : participer au 24H du Nürburgring pour l'anniversaire de sa sportive. Un R pour Racing, au moins le ton était tout de suite donné. Volkswagen s'apprête à fêter les 25 ans de son département sportif Volkswagen R et de son modèle emblématique, la Golf R. Pour cela, le constructeur vient d'annoncer son retour sur piste au 24H du Nürburgring en 2027, un quart de siècle après le lancement de la Golf IV R32, sportive devenue youngtimer prisée. Habitué des anniversaires, la marque vient de fêter les 50 ans de la Golf GTI avec une série dédiée, VW n'a pas fait cette annonce les mains vides : la marque en a profité pour présenter le concept de la Golf qui va courir sur circuit dès l'année prochaine. Si la partie technique de la future voiture de course est encore en développement par Volkswagen et son partenaire Max Kruse Racing, cette Golf R 24H, un nom bien pragmatique pour un concept, donne déjà une bonne idée de ce à quoi ressemblera le modèle de course définitif. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le résultat est impressionnant. Le kit carrosserie ferait presque passer une Golf 8 R de série pour une voiture timorée. La compacte est bodybuiltée comme rarement elle l'a été. Rabais-



sée et élargie, elle a bénéficié d'un sérieux travail aérodynamique, comme en témoigne la lame avant géante surplombée de déflecteurs d'air latéraux. Sans que Volkswagen n'en communique les dimensions, on voit du premier coup d'œil que les ailes ont enflé et rendent l'auto hyper agressive, en plus de permettre le passage de nouvelles roues chaussées de pneus Falken adaptés à son nouvel usage. Les bas de caisse proéminents complètent le tableau, mais la partie la plus impressionnante est sans aucun doute l'arrière : on croirait volontiers cette Golf échappée de la course de côte de Pikes Peak ! Les ailes viennent mourir sur un diffuseur énorme, mais le vrai clou du spectacle, c'est sans aucun doute cet aileron. Regardez cette taille ! De quoi rendre jaloux bien des amateurs de tuning, parfois sur des Golf. Sauf qu'ici, l'intérêt aérodynamique est réel. Toutefois, à ce stade du développement, le constructeur allemand n'a dévoilé aucune donnée technique de sa future ma-



chine de course, à l'exception qu'elle devrait conserver l'architecture quatre roues motrices de la Golf R de série.

### Un modèle de course en hommage, mais où en est la gamme de route ?

En 2002, Volkswagen était dans sa phase « folie des grandeurs ». La marque mettait un W8 dans sa familiale Passat, elle lançait la Phaeton,

une grande berline qui a servi de base à Bentley, et présentait le Touareg, un gros SUV pouvant recevoir un V10 diesel, voire un W12 essence. La Golf ne pouvait pas passer à côté de cette dynamique. Elle recevait déjà un VR6 2,8 L plus puissant que la GTI, alors le constructeur a décidé de lui créer une version ultime. C'est comme ça qu'est née la Golf IV R32, car équipée d'un VR6 3,2 L, et dans

la foulée la lignée des Volkswagen R de route. Après avoir été apposé sur de nombreux modèles comme la Polo dans sa version WRC, la Passat du temps de la R36, l'Arteon et même des SUV comme le T-Roc et le Tiguan, la gamme R de Volkswagen fait pâle figure. Il ne reste plus que la Golf 8 R et le Touareg R hybride, tous les deux très confidentiels sur notre marché. Pour la compacte, ses émissions de CO2 comprises entre 184 et 190 g par kilomètre font plus que doubler la facture en France, avec un malus 2026 compris entre 58 134 et 76 800 € pour une voiture affichée à partir de 58 900 €. Pour ce qui est du Touareg, bien qu'il échappe au malus CO2, il ne subit celui au poids et, avec un prix catalogue à plus de 100 000 € pour un SUV en fin de carrière, il ne convainc plus grand monde. Peut-être qu'une Golf 8 R 25e anniversaire l'année prochaine pourrait redonner un léger souffle à cette dynastie mal en point...

Mots fléchés

Film de Disney	Chiche	Réservoir	Quantitateur restrictif	Mets en morceaux	Détruire par le feu	Sucre simple
Boisson gauloise	Roue à gorge	Personnes âgées	Possessif	Successivement		Délavée
				Singularités		
Propulseurs					Untrienium	
Lumières irradiées d'un corps céleste					Contraire de cursive	
				Refuge Il y a celle des champs, du paradis		Portées aux nues
Affluent du Danube	Futur aspirant		Préfecture du Val-de-Marne			
	Marquée					
		Eau-de-vie			Arrose Turin	
		Jeu de pions			Exavolt	
Hébergée			Un rià du Morbihan			Pronom personnel
Pied d'enfant			Pièces de vaisselle			
			Déchiffrées	Esquivée		
				Véridiques		
Négation		En ce cas			Auteur de Le rouge et le noir	Archives télévisuelles
Balle imprenable						Mâchoires de métal
		Insecte noir			Dépôts dans des conduits	
		Grande pauvreté			Native	
Quadri-latères	Exhibent					
	Sous-préfecture du Puy-de-Dôme					Berges
			Général confédéré		Affluent du Rhin	
			Exclamation pour encourager		Tantale	
N'admets pas la réalité			S'aventurer			Personnage de Brecht (Arturo)
Récif dangereux			Rural			Placées
		Aluminium		Radio numérique	Le roi des loufoques	Surface inclinée d'un relief
		Note de musique				
Apostil-ler				Électroniquement chargé		Grain de chapelet
Commune normande						Deux romain
	Train express		Nigaudes			
	Osseuse					
Pièce aux échecs		Aurochs	Tenancier			
			Mondain			Protection
Mesureront la densité d'un liquide	Faux marbres			Titane	Tante de Bambi	Agence spatiale européenne
	Bouleversé					Humour
					Il peut être concluant	
					Giga-siemens	
Lettre grecque		Écarté				Sur une plaque minéralogique des Pays-Bas
Passage presque sec						
		Autre nom de Geb		Chose méprisable		

**5 morts et 186 blessés en 24 heures**

Cinq (5) personnes sont décédées et 186 autres ont été blessées dans des accidents de la route enregistrés ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bordj Bou Areridj avec 2 morts et 1 blessé, suite à une collision entre un véhicule et un camion au niveau de l'autoroute Est-Ouest dans la Commune de Mansourah, précise la même source.



APN

**Une délégation du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Turquie" en visite officielle à Ankara**

Une délégation du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Turquie" à l'Assemblée populaire nationale (APN) effectuera une visite officielle à Ankara, du 11 au 15 mai courant, indique, dimanche, un communiqué de l'Assemblée. La visite intervient à l'invitation du président du groupe parlementaire d'amitié Turquie-Algérie, Abdulkadir ?zel, précise la même source. La délégation parlementaire algérienne est composée de M. Messaoud Kasri, président du groupe et chef de délégation, de M. Ahmed Sadouk, vice-président du groupe, ainsi que des membres du groupe, MM. Mohamed Mechegueg et Fateh Djenati, et la députée à l'APN, Mme Samira Berhoum, selon le communiqué.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Les walis continuent de suivre sur le terrain les projets à impact direct sur le citoyen**

Les walis de la République poursuivent leurs sorties périodiques sur le terrain à travers les différentes wilayas du pays pour suivre l'avancement des projets ayant un impact direct sur le citoyen, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre de vie et à la promotion du service public, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Ces sorties s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à "s'enquérir sur le terrain de la situation des projets de développement" et à "accélérer la cadence de leur réalisation", précise le communiqué.

Ces visites "permettent de suivre de près l'avancement des travaux de réalisation des projets relevant des secteurs de l'habitat, de la santé, de l'éclairage public, des sports, des routes, de l'aménagement urbain, des transports, des ressources en eau, de l'assainissement et de l'éducation, notamment concernant la réalisation d'établissements éducatifs", ajoute la même source.

Ces sorties "permettent également de constater et de lever rapidement les obstacles enregistrés sur le terrain, afin de garantir la concrétisation de projets de développement répondant aux aspirations des citoyens et impactant positivement leur vie quotidienne".

Dans ce cadre, les walis de la République ont donné des "instructions fermes" aux différents intervenants sur "la nécessité de respecter les délais de réalisation et les normes de qualité, tout en accélérant la cadence des travaux en vue de la mise en service de ces projets dans les meilleurs délais, renforçant ainsi la qualité des services publics et garantissant la prise en charge effective des préoccupations du citoyen".

Les sorties des walis sur le terrain reflètent "la volonté des pouvoirs publics de se rapprocher des citoyens, de renforcer le développement local et de concrétiser des projets de développement à impact direct et durable sur le citoyen, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie à travers les différentes régions du pays", conclut le communiqué.

APS

ALGÉRIE-FRANCE

**Les entretiens avec le Président Tebboune ont été «constructifs»**

La ministre déléguée auprès de la ministre française des Armées et des Anciens combattants, Mme Alice Rufo, a souligné, samedi à Alger, que les entretiens qu'elle a eus avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont été "constructifs".

"Les entretiens que j'ai eus avec le président de la République ont été constructifs et ont fait suite à la visite que j'ai effectuée, à la demande du Président Macron, hier à Sétif, pour commémorer, aux côtés de l'Algérie, les événements tragiques qui se sont produits le 8 mai 1945", a-t-elle déclaré à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République. "Je voulais vous dire ici que j'ai été très touchée par l'accueil qui m'a été réservé à Sétif, un accueil chaleureux que nous avons senti, moi-même et toute la délégation, avec émotion. Et nous savons évidemment ce que la tragédie (du 8 mai 1945) représente pour le peuple algérien", a-t-elle souligné.

"S'agissant de la relation entre nos deux pays d'Etat à Etat, le Président Macron m'avait chargée d'exprimer sa détermination à trouver ensemble les voies et moyens de réengager entre nos deux pays une relation respectueuse, d'égal à égal, apaisée et confiante", a-t-elle souligné. Elle a indiqué avoir évoqué avec le président de la République les relations bilatérales "dans le contexte de tensions internationales, à la fois au Moyen-Orient, dans le Détroit d'Ormuz, mais aussi au Sahel, avec la crise mondiale de l'énergie et tous les enjeux dans la région méditerranéenne", affirmant la nécessité d'un dialogue "construit et nourri".

"Notre objectif est d'obtenir rapidement



des résultats. Nous avons donc discuté de pistes concrètes pour que les mois à venir soient utiles aux intérêts et aux relations entre l'Algérie et la France", a-t-elle ajouté. Il s'agit, a-t-elle dit, de la coopération de sécurité et de défense que "j'ai longuement évoquée, ce matin, avec le Général d'Armée Saïd Chanegriha (ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire) qui est "très importante dans un contexte africain et international marqué par une déstabilisation".

"Nous avons aussi évoqué la coopération dans le domaine migratoire", a-t-elle relevé, affirmant que "la France se félicite de la reprise de cette coopération après la visite du ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, en Algérie". "Nous avons également évoqué les moyens d'intensifier cette coopération, notamment dans le domaine judiciaire et de

la lutte contre le narcotrafic" qui constitue un volet "très important pour nos deux pays", a-t-elle mentionné.

Précisant qu'elle est accompagnée dans cette visite de l'ambassadeur de France en Algérie, Mme Rufo a mis l'accent sur l'importance de "poursuivre l'agenda que nous avons acté et défini ensemble et que le président de la République souhaite pouvoir mener dans les mois qui viennent pour en faire une année utile".

"Le Président Macron entend regarder notre histoire avec lucidité, courage et vérité", a fait remarquer la responsable française.

"Nous avons discuté aussi de la commission mixte d'histoire et de mémoire qui avait été mise en place, et le Président Tebboune a marqué son accord pour reprendre, sans délai, le travail de cette commission", a-t-elle ajouté.

R N.

TIZI-OUZOU

**Lancement de la démarche de labellisation du tapis d'Ait Hicham**

La procédure de labellisation du tapis d'Ait Hicham a été lancée par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Tizi-Ouzou en vue de protéger et de sauvegarder ce produit du patrimoine algérien, a-t-on appris dimanche auprès de cette institution. Dans le cadre de cette procédure, la CAM a entamé, la semaine dernière, un travail de sensibilisation et d'accompagnement des artisans de la commune d'Ait Hicham (commune d'Ait Yahia) pour l'obtention du label de qualité et d'authenticité de leur tapis, a indiqué à l'APS le directeur de la CAM Azzedine Abdous. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la protection du patrimoine artisanal national, a pour but de fixer les critères techniques du produit, et de protéger le célèbre tapis d'Ath Hicham contre toute forme d'appropriation induite, a-t-il noté. Les labels de qualité et d'authenticité des produits de l'artisanat traditionnel, "Artisanat d'Algérie" et "Artisanat d'Algérie produit région" visent à préserver leur patrimoine culturel et traditionnel ainsi que leur authenticité, tout en les

protégeant de la contrefaçon, a rappelé M. Abdous. Selon le responsable, la démarche se concentre actuellement sur la phase de sensibilisation des tapissières, le métier étant exclusivement féminin, aux normes de production. Le processus de labellisation repose sur un cahier des charges avec une colonne que les artisans doivent remplir avant de se soumettre à l'expertise d'une commission de validation, a-t-il expliqué.

Le cahier des charges définit plusieurs critères et caractéristiques du produit, dont sa région d'origine, les matières premières utilisées, les couleurs et les motifs du produit afin de mettre en avant les créations propres à une zone géographique délimitée.

Une fois ce cahier des charges élaboré, remis puis rempli par l'artisan, une commission est mise sur pied. Elle se chargera de contrôler et de vérifier les informations et les données déclarées par le demandeur du label à travers les documents présentés et le contrôle visuel et/ou tactile sur place (dans l'atelier). Revenant sur le processus de labellisation

des produits de l'artisanat au niveau de la wilaya, le directeur de la CAM a noté que huit (8) artisans ont déjà obtenu le label "Artisanat d'Algérie" (Niveau 1), dont quatre pour le bijou d'Ath Yenni, un pour le tapis, un pour la sculpture sur bois, un pour la vannerie et le huitième pour la broderie.

Ces artisans, pourront désormais entamer la démarche pour l'obtention du label "Artisanat d'Algérie produit région" (Niveau 2).

Le label devrait permettre une meilleure valorisation du produit artisanal algérien sur les marchés nationaux et internationaux tout en améliorant les conditions de travail et les revenus des artisans, a noté M. Abdous.

Pour rappel, la wilaya de Tizi-Ouzou compte une dynamique artisanale importante, avec 17.118 artisans actifs (chiffre arrêté au 7 mai courant), dont 6.130 activant dans l'artisanat d'art, avec pas moins de 4.255 femmes, ce qui représente 70% du nombre total des artisans d'art.

APS